

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● RUSSIE-CHINE
Nouvel axe
majeur du monde
multipolaire
en 2018 (P24)

SELON LA BANQUE MONDIALE

Le PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2018



La Banque mondiale (BM) a relevé ses prévisions de croissance en Algérie pour 2018 et 2019, un rebond qui sera notamment soutenu par les nouvelles mesures budgétaires du gouvernement concernant le financement de l'investissement.

(Lire en Page 3)

● DANS L'INTÉRÊT DE PRÉSERVER LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

Pas d'enveloppes budgétaires avant la finalisation des logements

(P4)

● JEUNES DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER

Mesures de facilitation pour investir en Algérie

(P5)

● ETATS-UNIS

Un juge suspend l'abrogation d'un programme de Trump

(P19)

CALIFORNIE

Au moins 13 morts dans des coulées de boue



Au moins 13 personnes ont été tuées à Montecito, près de Los Angeles, dans des coulées de boue qui ont emporté des maisons dans le sud de la Californie, frappé par une forte tempête, a annoncé la police locale mardi.

"Nous sommes tristes d'annoncer que 13 morts sont confirmés après la tempête qui a traversé la région hier soir", a annoncé Bill Brown, le shérif du comté de Santa Barbara, lors d'une conférence de presse. Plus tôt dans la journée, les pompiers du comté de Santa Barbara (SBCFD) avaient indiqué, sans donner plus de détails, que des corps avaient été retrouvés dans la boue lors d'une opération de secours à Montecito, au nord-ouest de Los Angeles, ont indiqué les médias.

Le SBCFD a tweeté qu'il utilisait des chiens pour chercher de possibles victimes à un endroit où se trouvaient plusieurs maisons avant que de fortes pluies ne s'abattent et provoquent des glissements de terrain. Il a également posté sur son compte Twitter plusieurs photos montrant des quartiers envahis par la boue --parfois à hauteur de taille en épaisseur--, des maisons arrachées de leurs fondations et des routes rendues impraticables par la boue ou des arbres à terre.

L'autoroute 101, qui longe la côte Pacifique, était notamment inaccessible sur une cinquantaine de kilomètres.

"Les pompiers ont sauvé une fille de 14 ans qui a été coincée pendant plusieurs heures dans une maison détruite de Montecito", ont-ils ajouté.

Le comté de Ventura a reçu la plus grosse quantité de pluie avec 13 centimètres cumulés, d'après les services météorologiques de Los Angeles. La plupart des zones affectées par ces coulées de boue ont été dévastées en décembre par l'incendie "Thomas", le plus destructeur en surface brûlée de l'histoire de la Californie. Il n'y a désormais plus de végétation pour absorber l'eau et retenir les sols.

HONDURAS

Séisme de magnitude 7,6

Un séisme de magnitude 7,6 s'est produit dans la nuit de mardi à mercredi en mer des Caraïbes au large du Honduras, a annoncé l'institut américain de géophysique USGS, et une alerte au tsunami a été déclenchée dans quatre départements honduriens.

La porte-parole de la Commission permanente des situations d'urgence (COPECO), Julissa Mercado, a déclaré à l'AFP que ni victimes ni dégâts n'avaient été signalés.

Le séisme a eu lieu à 02h51

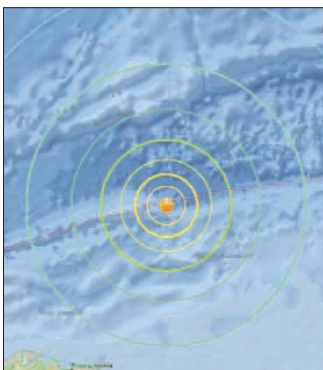
GMT mercredi, à 44 kilomètres à l'est des Iles Swan et à une profondeur de 10 kilomètres, a indiqué l'USGS. Les Iles Swan sont un archipel hondurien situé entre Belize et Cuba. "Sur la base des paramètres préliminaires du séisme, des vagues de tsunami dangereuses sont possibles dans un rayon de 1.000 kilomètres autour de l'épicentre", a indiqué le Centre américain d'alerte aux tsunamis.

Mais il a par la suite levé ses avis de "menaces" et "avertissements" de vagues de tsunami concernant Cuba, le Mexique, Belize, la Jamaïque, les Iles Caïmans, Porto Rico et les Iles Vierges.

Certains de ces pays pourraient cependant voir arriver sur leurs côtes des vagues de 30 cm à un mètre de hauteur.

Les autorités honduriennes ont émis une alerte au tsunami pour une durée de douze heures sur quatre départements du pays.

Le président du Honduras Juan Orlando Hernandez a appelé la population au calme.



MARIAGE DU PRINCE HARRY

Windsor veut cacher la pauvreté

Le 19 mai prochain se déroulera l'un des plus gros événements médiatiques de l'année, puisque Meghan Markle et le prince Harry se marieront. Alors que des centaines de milliers de personnes sont attendues à Windsor à cette date, le mariage souffre déjà d'un premier scandale dont le couple se serait bien passé.

Le mariage de Meghan Markle et du prince Harry devrait provoquer 500 millions de livres de retombées sur l'économie britannique. Pour l'événement qui se tiendra au printemps prochain, la municipalité semble prête à tout pour soigner l'image de sa commune, même si cela inclut de chasser la dizaine de sans-abri qui vivent dans les rues de la ville.

Simon Dudley, dirigeant de la municipalité de Windsor, a en effet écrit un courrier à la police dans lequel il déclare : "Il est de plus en plus inquiétant de voir les quantités de sacs et de déchets que ces mendiants accumulent sur nos trottoirs".



Ce courrier concerne une dizaine de SDF installés dans les rues de la commune de 30 000 habitants. Simon Dudley n'apprécierait pas "la mendicité agressive" de ceux qui ont fait "le choix" de vivre dehors. Selon lui, "cette situation fait apparaître une belle ville sous un jour peu favorable", d'autant plus que "l'intérêt touristique des lieux va se multiplier à l'approche du mariage royal en mai". Les déclarations de Simon Dudley ont rapidement provoqué l'indignation générale.

Murphy James, responsable d'une association locale venant en aide aux sans-abri et soutenue par les princes William et Harry, a notamment déclaré : "Je suis sûr qu'ils sont scandalisés par ces commentaires, comme moi-même et de nombreux habitants de Windsor". "Nous avons toujours eu 12 à 15 personnes dormant dans la rue. C'est un problème permanent" a ensuite ajouté Murphy James, précisant que les logements que les SDF se voyaient proposer étaient régulièrement "infestés de rats". Si Meghan Markle et le prince Harry ne sont en rien responsables de cette polémique, elle ne fait cependant pas bonne presse pour leur futur mariage.

GRÂCE À SON T-SHIRT

Un Américain trouve un donneur de rein



Quand Robert Leibowitz a amené ses cinq enfants à Disney World en Floride, il ne se doutait pas à quel point ses vacances pourraient être magiques.

Robert Leibowitz, qui habite avec sa famille dans l'État du New Jersey, souffre d'une insuffisance rénale chronique. Désespéré de trouver un donneur approprié, il s'est fait imprimé un T-shirt arborant l'inscription "En quête d'un rein. O positif" accompagnée de son numéro de téléphone et l'a enfilé lors de ses vacances d'août, relate la chaîne NBS.

"Je me suis dit que j'étais dans mon endroit préféré sur Terre et qu'il y aurait peut-être un peu de poussière de fées", a-t-il dit.

Un inconnu a aperçu son insolite T-shirt, a pris une photo et l'a publiée sur Snapchat et M.Leibowitz a été submergé d'appels téléphoniques. En fin de compte, quatre personnes se sont portées volontaires et ont subi les tests nécessaires. Seulement l'un d'entre eux avait le profil requis, à savoir Richie Sully, qui habite dans l'Indiana.

"Je n'y ai jamais sérieusement pensé. J'ai juste vu ce gars, qui avait besoin d'aide, et moi, j'ai de toute évidence un rein en plus", a raconté Richie.

Robert a assuré que sans M.Sully, il serait encore sur une liste d'attente de greffe, en faisant sa dialyse trois jours par semaine. Désormais, il espère que son histoire incitera d'autres personnes à donner des coups de pouce dans des cas similaires au sien.

RARE MAIS POSSIBLE

Faire du patin à glace sur la mer

Pas besoin d'attendre le début des Jeux olympiques d'hiver pour commencer les hostilités : prenez exemple sur Peter et Sandra Lekousi, un couple d'Américains qui a profité de la vague de froid pour pratiquer une activité quelque peu hors du commun.

On connaissait le patin à glace sur patinoire, ou même sur un lac gelé, voici maintenant le patin sur mer, ou plutôt sur vague glacée. A York, dans le Maine, les températures sont en effet descendues jusqu'à -22°C dimanche 7 janvier, transformant la mer en véritable terrain de jeu. "Je m'éreinte à essayer de vous faire comprendre : chaque jour est un jour de plage dans le Maine", ironise Peter Lekousi dans un post Facebook. Et l'on doit admettre que, de le voir tout heureux sur sa vague gelée, nous rend un peu heureux, nous aussi.

SUITE AUX CRITIQUES DES CLIENTS

Quand la vengeance de l'hôtel devient terrible

En mars 2016, Katrina Arthur et son mari ont passé un très mauvais séjour à l'hôtel Abbey Inn & Suites de Nashville, dans l'Indiana. Un véritable "cauchemar", comme l'a expliqué Katrina à la chaîne américaine WRTV. "La chambre était sale, on aurait dit qu'elle n'avait pas été nettoyée depuis le départ des précédents touristes", et les canalisations refoulaient. Elle a tenté d'appeler la réception, sans succès, et a finalement décidé de nettoyer la chambre elle-même.

À leur départ, l'établissement leur a envoyé un mail leur demandant de poster un avis en ligne. Et le couple n'a pas manqué de partager sa malheureuse expérience auprès des internautes qui pourraient lui succéder. Kate et son mari ont fait part de leurs critiques, en toute honnêteté.

Mais ce que le couple n'avait pas noté, c'est que le règlement de l'hôtel Abbey Inn renfermait une petite surprise. Il était stipulé qu'en cas de critique négative, l'établissement s'octroyait le droit de "prendre 350 dollars supplémentaires sur la carte de crédit" de leurs clients. En effet, ceux-ci sont priés de trouver des solutions aux problèmes rencontrés lors de leur passage, auprès des responsables. Katrina Arthur a décidé de saisir la justice afin de récupérer son argent.



COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La sécurisation des opérations ... une priorité

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé que son département œuvrait à la sécurisation des transactions et renforcement de la fiabilité des moyens de paiement électronique en vue d'encourager le commerce électronique en Algérie.

Lors d'une réunion avec les membres de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à l'examen du projet de loi sur le commerce électronique, M. Raouya a indiqué que "le ministère des Finances œuvre à la sécurisation des transactions et au renforcement de la fiabilité des moyens de paiement électronique, en s'assurant de la confidentialité, de la véracité et de la sécurité de l'échange des données via des systèmes de codage sophistiqués". Sur le plan juridique, le paiement électronique a

été limité à de plateformes de paiement, mises en place et exploitées exclusivement par des banques agréées par la Banque d'Algérie et Algérie Poste, a-t-il précisé.

Les efforts déployés par le secteur des finances permettra de réunir les conditions nécessaires au lancement du commerce électronique, notamment "l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie globale par les banques et les institutions spécialisées dans la carte interbancaire en vue d'élargir l'usage de la carte de paiement", a-t-il dit.

Parmi les mesures prises, M. Raouya a cité le lancement de l'opération de mobilisation des ressources de l'Etat via le paiement électronique avec l'adoption de la déclaration et du paiement à distance pour les contribuables dans un premier temps puis pour la Direction générale des Entreprises (DGE), ajoutant que la loi des finances 2018 prévoit l'obligation de garantir des terminaux de paiement électronique au niveau des commerces à travers le pays.

Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur le progrès enregistré par les banques publiques dans différents projets liés au système d'informations visant l'adoption de solutions dont le global banking qui permettra la gestion automatique de toutes les opérations enregistrées et des comptes des clients.

Concernant le projet de loi, M. Raouya a dit que son adoption contribuera sans doute à combler le vide juridique dont les consommateurs et les opérateurs se sont longtemps plaint, estimant que l'absence de ce type de texte constitue un frein au développement des opérations commerciales électroniques.

Soulignant la nécessité de définir un cadre juridique global indispensable pour l'encadrement du

commerce électronique avant le lancement des transactions électroniques des marchandises et services, il a ajouté que l'initiation de ce projet coïncidait avec une aspiration et une demande incessante des opérateurs et consommateurs d'intégrer un espace nouveau et plus large des transactions commerciales électroniques.

Le commerce électronique permettra également de booster l'activité macro-économique, notamment à travers la création de nouvelles opportunités et des transactions non conventionnelles pour faciliter et accélérer le rythme des échanges commerciaux au profit des producteurs et consommateurs, en sus d'ouvrir de nouveaux canaux de distribution, complémentaires du système conventionnel en vigueur à ce jour.

La mise en place des mesures prévues dans le projet est à même de garantir les moyens et conditions idoines pour lever les obstacles entravant le développement du commerce électronique en Algérie en particulier, en prévision d'un raccordement progressif au réseau internet à travers l'ensemble du territoire nationale et l'amélioration de la qualité des services dans ce domaine grâce aux investissements publics.

Répondant aux questions des membres de la commission, présidée par Fouad Benmerabet, axées essentiellement sur l'exportation des produits de fabrication locale par de jeunes opérateurs activant dans le commerce électronique, M. Raouya a affirmé que l'opération se déroulera normalement conformément à la loi algérienne qui encourage l'exportation des produits nationaux notamment par les jeunes opérateurs. A une question sur la possibilité de changer les billets et l'utilité de changer totalement



La monnaie nationale, le ministre a indiqué que "les réponses à ces préoccupations étaient du ressort exclusif du gouverneur de la Banque d'Algérie".

Saïd B.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Usés jusqu'à l'os ?

L'exercice du pouvoir par les partis politiques a normalement usé ces derniers toutes catégories confondues. Sont-ce, de part et d'autre de la ligne de fracture qui sépare le camp du pouvoir de celui de l'opposition, les chefs des partis qui s'affrontent ou les partis eux-mêmes ? S'affrontent-ils autour des enjeux de pouvoir ou celui de l'intérêt général des populations ?

Même usés jusqu'à l'os, personne ne dira qu'il est fatigué en travaillant au sein du pouvoir et à sa périphérie. Même s'il est fatigué lui aussi, lui qui est dans l'opposition, il n'acceptera pas de dire que le réveil a sonné pour rajeunir le pouvoir ou rajeunir l'opposition. Les partis d'opposition sont eux également usés des suites de leur impossibilité à accéder au pouvoir. Des combats menés sans convictions.

Dans tout ce qui peut être observable, il n'apparaît nulle part d'indice pouvant plaider en faveur de l'enracinement populaire de tout parti légal, quel que soit celui-ci. Il serait inévitable de constater que, pour le moment, ni les partis du camp au pouvoir ni ceux du camp de l'opposition pèsent sur les choix du devenir du pays. On aimerait bien qu'il y ait de belles empoignades intellectuelles, de belles empoignades partisanes et surtout que chacun écoute l'autre en nous laissant écouter nous-mêmes, puisqu'on nous laisse le temps de nous exprimer également, la presse pouvant quand même prétendre à jouer le rôle d'un miroir qui leur renvoie leur propre image. Les partis au (ou du) pouvoir, sont-ils placés dans les conditions où ils pourraient "peser" sur les décisions qui se prennent au sommet de leurs partis, et finalement, au "sommet" du pouvoir ? Eux qui gravitent autour du pouvoir, ne pouvant être le pouvoir lui-même, sont-ils dans la position d'"éjectables" du pouvoir si jamais il est "décidé" de renouveler le personnel politique et les partis dans le cadre de nouvelles orientations politiques qui s'inscrivent dans la perspective d'associer de nouvelles sources de légitimité ? Il faudrait bien de temps à autre se poser la question de savoir pourquoi il n'y a pas eu de "période durable d'état de grâce" lorsque viennent à avoir lieu des "changements" au sommet...

N. B.

SELON LA BANQUE MONDIALE

Le PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2018

La Banque mondiale (BM) a relevé ses prévisions de croissance en Algérie pour 2018 et 2019, un rebond qui sera notamment soutenu par les nouvelles mesures budgétaires du gouvernement concernant le financement de l'investissement.

Résolument plus optimiste, l'institution de Bretton Woods relève dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales, publié à Washington, que la croissance du PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2018 contre 1% prévu dans sa dernière édition de juin 2017, soit une hausse de 2,6 points.

La BM a également ajusté à la hausse ses prévisions de croissance pour 2017 à 2,2% contre 1,8% prévu initialement ce qui représente un écart de 0,4 point. Si la croissance devrait se tasser légèrement en 2019 à 2,5%, elle restera cependant en hausse d'un point (1) par rapport à la prévision de 1,5% anticipée en juin dernier, selon les mêmes pronostics.

Les nouvelles dépenses d'investissement et les mesures budgétaires prévues dans la nouvelle loi de finances 2018 devraient porter à la hausse la croissance de l'Algérie à court terme, commente la BM.

"En Algérie, les nouvelles dépenses publiques d'investissement liées au budget 2018 et l'orientation budgétaire plus expansionniste que prévu devraient doper la croissance à court terme", relève la BM dans le chapitre consacré aux perspectives de croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).

Pour cette année, l'Algérie tiendra une cadence élevée et fera mieux que la majorité des pays de la région Mena, y compris les exportateurs de pétrole, où la croissance va marquer le pas, selon la BM.

La Banque mondiale a en effet abaissé ses prévisions de juin dernier pour trois pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Kuwait et Oman), ainsi que pour le Maroc

(-0,6 point) et la Tunisie (-0,3 point) en 2018.

Le rapport de la BM note que de nombreux pays exportateurs de pétrole à l'instar de l'Algérie, l'Arabie Saoudite ou la Russie ont entrepris des mesures pour "consolider leur budget et rééquilibrer les recettes et les dépenses" suite à la chute des prix de pétrole.

La BM souligne que ces pays ont poursuivi leurs efforts de diversification économique, citant en cela l'Algérie, les Emirats arabes Unis et le Nigeria qui ont réussi à "améliorer sensiblement" leur climat des affaires dans une démarche visant à doper l'investissement.

Dans le même sillage, la BM note que la réforme des subventions de l'énergie, menée par ces pays pétroliers a été accompagnée en Algérie et en Arabie Saoudite de mesures pour atténuer l'effet de la hausse des prix sur les plus démunis, tout en renforçant les filets de protection sociale.

Salim H.

DANS L'INTÉRÊT DE PRÉSERVER LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'ETAT

Pas d'enveloppes budgétaires avant la finalisation des logements

La nouvelle stratégie du secteur de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, vise la préservation des ressources financières de l'Etat à travers l'interdiction de la remise des enveloppes budgétaires allouées aux différents projets aux maîtres d'œuvre avant la finalisation et l'approbation de l'étude de réalisation, a affirmé, le premier responsable du secteur, Abdelwahid Temmar.

Intervenant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de 2015, M. Temmar a mis en avant l'importance de préserver les ressources financières de l'Etat à travers l'interdiction de la remise des enveloppes budgétaires allouées aux différents projets aux maîtres d'œuvre avant la finalisation et l'approbation de l'étude de réalisation, en sus de la réduction du financement intégral par l'Etat de certaines formules de logements. Soulignant la volonté du secteur de diversifier les formules pour permettre au citoyen de choisir sans lui imposer une quelconque formule, M. Temmar a affirmé, dans ce sens, que "toutes les for-

mules intéressent le ministère, il reste au citoyen de choisir celle qui lui convient le plus".

La nouvelle stratégie initiée par le ministère depuis 2017 repose sur 4 axes: l'habitat, l'urbanisme, la numérisation et la modernisation du secteur et la formation, confiés chacun à un responsable désigné par le ministre, a-t-il expliqué ajoutant que chaque responsable est assisté de directeurs et d'experts chargés du suivi des dossiers, dont des cadres universitaires et des docteurs. Concernant les projets non lancés, le ministre a précisé devant les membres de la commission que son secteur a pu lancer, jusqu'à septembre 2017, les travaux de réalisation de 87 000 unités avec affectation des assiettes foncières et la désignation des promoteurs chargés de la réalisation.

S'agissant des opérations d'aménagement inhérentes aux projets AADL, le ministre a indiqué que son secteur avait bénéficié de 55 milliards DA sur un total de 80 milliards DA, ce qui permettra, a-t-il dit, de finaliser les projets qui connaissent un important taux d'avancement. Il a ajouté que le secteur a recensé 185 000 unités de logements nécessitant des travaux d'aménagement et 189 000 autres, dont le taux d'avancement est de 60%, nécessiteront bientôt des travaux d'aménagement. M. Temmar a mis en avant, à ce propos, le rôle du citoyen dans la préservation de l'environnement et des espaces verts aménagés. Par ailleurs, le ministre a donné des instructions aux responsables concernés afin de répondre dans les plus brefs délais et avec arguments à tous les recours relatifs à la formule location-vente (AADL).

Pour ce qui est de la souscription à la formule Logement promotionnel aidé (LPA), le ministre a indiqué que l'opération se fera au niveau local. Cette formule focalise sur l'organisation de l'aspect financier afin de préserver les ressources financières à travers le flux des fonds par la Caisse nationale du logement (CNL) pour assurer la poursuite des opérations de réalisation, a précisé le

ministre.

LES PROMOTEURS QUI ONT OBTENU DES AGREMENTS TENUS DE FOURNIR UN CV

M. Temmar a exigé que les promoteurs immobiliers ayant obtenu un agrément du ministère, et dont le nombre s'élève à 7000, de fournir également un CV et la preuve qu'ils possèdent au moins 30% des moyens nécessaires au lancement d'un projet. Dans ce cadre, le ministre a évoqué certains dépassements enregistrés, à l'instar de promoteurs ayant obtenu un agrément sans aucune connaissance du domaine et d'autres qui vendent carrément leur agrément.

Concernant les agences privées de promotion immobilière, M. Temmar a indiqué que l'Etat procédera à l'organisation de cette activité et au contrôle des prix appliqués par ces agences.

Par ailleurs, M. Temmar a annoncé la révision en 2018 de la loi sur l'urbanisme avec inclusion de la loi n° 08-15 fixant les règles de conformité des constructions et à la finalisation de la réalisation en tant que règle fixe dans la loi sur l'urbanisme.

LE LPP ACCESSIBLE AUX SALAIRES SUPÉRIEURS À 21 MILLIONS DE CENTIMES

Concernant le logement promotionnel public (LPP), le ministre a fait état du déplaçonnement de l'accès à la formule du LPP, précisant que les cadres percevant un salaire mensuel supérieur à 21 millions de centimes peuvent souscrire à cette formule afin de permettre à un grand nombre de cadres d'en bénéficier.

Créée en 2013, la formule LPP concernait les citoyens percevant un salaire oscillant entre 108.000 DA et 216.000 DA.

Le ministre a rappelé, dans ce sens, les instructions données aux directeurs locaux pour la prise en charge des différents programmes, soulignant que l'élargissement des prérogatives des directeurs vise un meilleur suivi des projets. Concernant les préoccupations soulevées par les citoyens, le ministre a enjoint

l'ensemble des responsables du secteur de transmettre "sur le champ" l'information au ministère en vue de traiter les problèmes posés notamment le retard de réalisation. Pour ce qui est du recrutement, le ministre a affirmé que le secteur a besoin de nouveaux fonctionnaires pour couvrir les postes vacants et les nouveaux, mais la situation financière du pays ne le permet pas pour le moment. S'agissant des quotas de logements gelés destinés à certains corps de sécurité, le ministre a indiqué que le secteur s'attèle à leur réactivation.

LES DÉPUTÉS SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DU SUIVI DES PROJETS

De leur côté, les députés ont mis en avant, dans leurs interventions axées globalement sur les préoccupations locales, le retard que connaît le lancement de plusieurs projets relevant du secteur au niveau de nombre de wilayas, notamment logement social et AADL. Valorisant la décision de déterminer le lancement de LPA en fonction des régions, les députés se sont interrogés si ce zonage répondra à une étude technique précise, sachant que la valeur du foncier diffère d'une ville à une autre qui pourrait faire partie de la même zone. Ils ont estimé nécessaire également de déterminer le montant des tranches de paiement et le quota au niveau de chaque wilaya ainsi que les modalités de souscription.

Les députés ont appelé en outre à la révision de la gestion des dossiers du logement rural, notamment dans certaines wilayas à dominance rurale et à l'équité dans la répartition des quotas de logements. D'autres députés ont soulevé la problématique de la construction de logements AADL dans des sites éloignés des lieux de travail des souscripteurs. Ils ont appelé, par ailleurs, au plafonnement des salaires d'accès au logement social de

24.000DA à 36.000DA.

LE TAUX DE CONSOMMATION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 2015 AUTOUR DE 78%

Lors de la présentation du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2015, le ministre a indiqué que le taux de consommation du budget dans le secteur de l'habitat représentait 78,10%, soit l'équivalent de 17,8 milliards DA. Les dotations allouées, au titre de l'exercice 2015, se chiffrent à 22,8 milliards DA dont 1,2 milliard DA au profit des services centraux et 21,6 pour les services externes (3 directions de wilaya).

L'exercice 2015 a enregistré une hausse notable dans la consommation des soldes financiers à hauteur de 47,10% comparativement à l'exercice 2014. Le montant global des consommations des opérations d'investissement y compris sur les capitaux pour le budget d'équipements a atteint 640,8 milliards DA.

Les crédits de paiement, prévus en vertu de la loi des finances 2015, au titre des opérations d'investissement se chiffrent à 396,8 milliards DA au profit du programme d'investissement public, outre le solde restant au 31/12/2014 à savoir 55 milliards DA. Les crédits de paiement consommés jusqu'à fin 2015 s'élevaient à quelque 414 milliards DA.

La opération de paiement au titre des opérations de capitaux (Caisse Nationale du Logement) s'élevaient à 40,9 milliards DA, outre le solde restant à fin 2014, soit 481 milliards DA. Les crédits de paiement consommés à fin 2015 s'élevaient à 226,8 milliards DA. Au titre de l'année 2015, le secteur a enregistré un quota supplémentaire de 94.639 unités de logement, le lancement des travaux de 292.350 unités et la réception de 328.050 unités au titre des programmes déjà lancés.

Hamza B.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Une quantité supplémentaire de vaccin sera distribuée

À PARTIR DE SAMEDI PROCHAIN, et pour mieux répondre aux besoins de vaccination nécessités par la poussée de grippe saisonnière, le ministère de la Santé prévoit la distribution, aux établissements du secteur d'une quantité supplémentaire de 40.000 doses de vaccin. S'exprimant durant l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, le directeur général de la prévention au sein de ce ministère, Djamel Fourrar indique que cet appoint est "largement suffisant" pour répondre aux besoins des populations à vacciner.

Des 2,5 millions de doses importées, dont 1,3 million, dit-il, ont été distribuées aux structures de santé de proximité. M. Fourrar affirme que 82% de ces vaccins avaient déjà été consommés, permettant de vacciner 1,2 million de personnes.

En plus du dispositif actif pour prévenir et lutter contre ce type d'affection, il signale qu'un système de prise en charge de cas compliqués et imprévisibles, se manifestant par une détresse respiratoire pouvant aboutir à un décès, avait été installé au niveau de tous les établissements hospitaliers du pays.

Se référant, d'autre part, aux prévisions du Réseau national de surveillance de la grippe, l'intervenant signale que le "pic d'activité grippale" devrait se situer vers les mois de janvier ou février 2018, ce qui, indique-t-il, n'empêchera pas de prolonger les vaccinations jusqu'au mois de mars.

R. N.

MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Près de 80% des sortants en apprentissage retenus dans leurs entreprises

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki a affirmé, mardi à Alger, que près de 80% des sortants en apprentissage étaient retenus dans des entreprises économiques où ils ont effectué leurs stages pratiques. Intervenant devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen de la loi portant règlement budgétaire de 2015, le ministre a précisé que près de 80% des sortants en apprentissage sont retenus dans les entreprises économiques où ils ont effectué leurs

stages pratiques. A ce propos, le ministre a affirmé que son secteur accorde une importance particulière à l'apprentissage en tant que meilleur moyen pour faciliter l'intégration dans le monde du travail en vue d'augmenter progressivement le nombre des inscrits en ce mode de formation. Mettant l'accent sur l'importance de renforcer et d'élargir la coopération entre le secteur de la formation professionnelle et les entreprises économiques en tant que "partenaire clé", M. Mebarki a ajouté que cette démarche vise à former une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins de l'économie nationale et ce, a-t-il

dit, à travers la conclusion de conventions et la création d'un centre d'excellence en coordination avec les entreprises pionnières dans certaines spécialités.

Le ministre a fait savoir, dans ce sens, que le secteur compte ouvrir des spécialités adaptées aux spécificités de chaque région de manière à répondre aux besoins du développement local. Evoquant la stratégie de la formation professionnelle, le ministre a fait savoir que son secteur assure chaque année la formation de 700.000 stagiaires dans les différents modes et spécialités.

Kamal R.

JEUNES DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER

Mesures de facilitation pour investir en Algérie

Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, des mesures de facilitation et d'incitation ont été prises par le gouvernement à l'effet d'encourager les membres de la communauté algérienne établie à l'étranger à venir investir et apporter leur contribution au développement économique et social en Algérie.

Il est important de souligner que le potentiel de croissance de notre pays est loin d'avoir été pleinement exploité", a précisé mardi le ministre dans un communiqué destiné aux jeunes de la communauté nationale à l'étranger, dont l'APS a obtenu une copie, précisant que des gisements d'investissements "extrême-

mement importants" ne sont pas encore exploités. Ces mesures avaient été décidées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et annoncées le 7 décembre dernier à Paris par le Premier ministre Ahmed Ouyahia devant des membres de la communauté résidant en France. Le ministère cite entre autres, les secteurs de l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme, l'économie numérique, l'industrie de transformation, les énergies renouvelables ou l'économie verte, tout en incitant les Algériens vivant à l'étranger de mettre au service de leur pays leur savoir-faire et leurs compétences acquises dans les pays d'accueil.

Il leur demande de se rapprocher des représentations diplomatiques ou postes consulaires ou des organismes nationaux de promotion de la micro-entreprise, lors de leur séjour en Algérie, afin de "prendre connaissance et de saisir toutes les opportunités qui (leur) sont offertes en vue d'apporter (leur) pierre à l'édification du pays et à son épanouissement".

Dans ce cadre, le ministère a expliqué les différents dispositifs publics d'appui à la création d'activité dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) pour les jeunes porteurs de projets (19-35 ans) et la Caisse nationale d'as-

surance chômage (CNAC) pour les chômeurs promoteurs (30-50 ans). Il a également publié la fiche technique relative aux modalités de création de micro-entreprises par les jeunes de la communauté nationale à l'étranger qui sont identiques à celles pour les nationaux établis en Algérie, sauf pour l'apport personnel qui est en devises dans la structure du financement du projet.

Pour cet apport, sous forme de fonds propres, il est de 1 % du montant global de l'investissement, si ce dernier est inférieur ou égal à 5 millions de dinars. Il est de 2 % si l'investissement est supérieur à 5 millions de dinars et inférieur ou égal à 10 millions de dinars.

Le prêt non rémunéré ANSEJ-CNAC à hauteur de 29 % du montant global de l'investissement est octroyé lorsque ce dernier est inférieur ou égal à 5 millions de dinars et lorsqu'il est supérieur à 5 millions et inférieur ou égal à 10 millions de dinars, le prêt sera de l'ordre de 28 % du montant de l'investissement global. Le crédit bancaire est bonifié à 100 % avec 70 % du montant global de l'investissement. Dans ces mesures de facilitation, le ministère a indiqué que des formules de créations de "cabinets groupés" et de "véhicules ateliers", pour des activités définies, font également partie

de ce programme orienté vers la création de la micro-entreprise. Le prêt non rémunéré supplémentaire "cabinet groupé" accordé aux diplômés de l'enseignement supérieur est d'un montant qui ne saurait dépasser 1 million de dinars remboursable pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création des cabinets groupés.

Les cabinets groupés sont l'association de deux projets minimums présentés par des jeunes promoteurs, occupant le même local, exerçant dans le même domaine d'activité (médical, auxiliaires de justice, expertise comptable, etc.)

En ce qui concerne le prêt rémunéré supplémentaire "véhicule atelier", de l'ordre de 500.000 dinars remboursable, celui-ci est accordé aux jeunes promoteurs diplômés de la formation professionnelle.

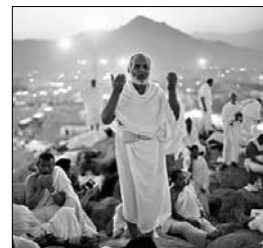
Ce prêt est destiné à l'acquisition d'un véhicule atelier pour l'exercice des activités non sédentaires de plomberie, électricité, chauffage, climatisation, mécanique, etc.

Un autre prêt non rémunéré supplémentaire qui ne saurait dépasser 500.000 dinars est accordé pour la prise en charge du loyer du local ou du poste à quai au niveau des ports, destiné à la création d'activités de biens et de services.

Nesrine M.

HADJ 2018

Jeudi les inscriptions commenceront



Les inscriptions pour l'accomplissement du Hadj au titre de l'année 2018 débuteront jeudi 11 janvier et se poursuivront jusqu'au 31 janvier, a annoncé mercredi le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué.

"Les inscriptions pour l'accomplissement du Hadj au titre de l'année 2018 débuteront jeudi 11 janvier et se poursuivront jusqu'au 31 janvier", a précisé le ministère, rappelant sa décision fixant le délai permettant d'accomplir de nouveau ce rite, à sept (7) ans au lieu de cinq (5) précédemment afin de "donner une chance à tous les candidats lors du tirage au sort".

Les inscriptions s'effectueront directement sur le site internet du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gov.dz) à toute heure et tous les jours de la semaine, a précisé le communiqué, ajoutant que les personnes qui ne disposent pas de connexion internet, peuvent s'inscrire au niveau du siège de leur commune de résidence durant les jours ouvrables et pendant les heures de travail.

Les candidats doivent renseigner le formulaire mis à leur disposition sous réserve d'avoir 19 ans et plus à la date d'inscription et de n'avoir pas accompli le hadj durant les sept (7) dernières années, soit depuis 2011.

Le nombre d'inscriptions précédentes et consécutives durant les dix (10) dernières années doit également être mentionné.

Le ministère de l'Intérieur informe, en outre, l'ensemble des citoyens que la clôture des inscriptions est fixée au mercredi 31 janvier 2018 et que le tirage au sort aura lieu le samedi 10 février 2018.

N. M.

SÉCURITÉ

Appel à la promotion de la coopération entre les institutions policières

Intervenant aux travaux de la 13e réunion ordinaire des chefs de police africains, qui se tient au siège de la commission de l'Union Africaine (UA), le directeur général de la Sûreté nationale et président du mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), le général major Abdelghani Hamel a appelé mardi à Addis Abeba (Éthiopie) à "la promotion de la coopération entre les institutions policières africaines et internationales et au renforcement des capacités opérationnelles des instances chargées de l'application de la loi pour mener à bien le processus de paix et de développement en Afrique".

Le général major Hamel a indiqué qu'Afripol "est une base solide pour mener à bien le processus de paix et de développement durable en Afrique et dont l'objectif est l'élaboration de stratégies de lutte contre le crime, sous toutes ses formes (terrorisme, crime transnational), la violence et l'extrémisme, à travers la promotion de la coopération entre les polices africaines et internationales et la consolidation des capacités opérationnelles des instances chargées de l'application de la loi, au moment où se posent au Continent différents défis et menaces sécuritaires. Le président d'Afripol a mis

l'accent sur "la nécessité de renforcer le lien entre les différentes initiatives et mécanismes de la sécurité globale, rappelant les résultats positifs réalisés en septembre 2017, à travers sa participation aux travaux de la 19e session de l'Assemblée générale annuelle des chefs de police des pays de l'Afrique de l'Est tenue dans la capitale Ougandaise Kampala, ayant permis d'asseoir les bases d'une coopération efficiente entre les différentes institutions de police africaines".

Afripol "a pris en considération l'institution de l'année 2018 par la commission de l'UA année africaine de lutte contre la corruption sous le slogan "gagner la bataille contre la corruption", a précisé M. Hamel, affirmant qu'Afripol "accorde une importance extrême à ce type de crimes, à travers l'intensification de ses cycles de formation et de ses aides techniques au profit des éléments des polices africaines, en vue de leur permettre de faire face à ce fléau", a-t-il dit.

Afripol "a fixé parmi ses priorités le plan d'action 2017-2019 de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, en œuvrant à l'unification des données relatives aux risques et menaces, à la création d'une base d'échange de données et de contacts entre les institutions policières africaines

relevant d'Africom et la création de bureaux de contacts d'Afripol", a-t-il expliqué.

Le plan d'action vise également au "développement des capacités des polices en vue de relever les points faibles et les lacunes, tout en se focalisant sur la consolidation des ressources humaines, en coordination avec les centres d'excellence de mise à niveau nationaux et internationaux".

A l'issue de son intervention, M. Hamel a réaffirmé "la volonté et

l'engagement d'Afripol à œuvrer de concert avec les institutions policières africaines et les organes concernés de l'UA, à travers la consolidation des bases de la coopération internationale, la coordination des efforts et l'action commune avec les institutions policières régionales et internationales, dans le respect des valeurs et des principes, pour une gestion sécuritaire efficiente et un monde plus sûr".

Nesrine M.

EDUCATION

Les vacataires et les retraités pour remplacer les enseignants grévistes

Dans une déclaration en marge de l'enregistrement de "Malhamet Yennayer" (l'épopée de Yennayer) chantée par une chorale d'écoliers à l'auditorium Aïssa Messaoudi, la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit a indiqué avoir autorisé les directeurs de l'Éducation à recourir aux vacataires et retraités pour remplacer les enseignants grévistes depuis plusieurs semaines dans certains wilayas à l'appel du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE).

La ministre a précisé que "le plus important est d'assurer aux élèves la continuité des cours dans les wilayas de Tizi Ouzou, Blida et Béjaïa", touchées par ce mouvement, affirmant avoir autorisé les directeurs de l'Éducation à recourir aux vacataires et retraités pour assurer la continuité des cours aux élèves et la préparation de ceux des classes d'examens".

Les portes du dialogue avec les syndicats du secteur et les associations des parents d'élèves demeurent "ouvertes", a soutenu Mme. Benghabrit réitérant l'attachement de son département à

assurer la continuité des cours aux élèves notamment ceux des classes d'examens".

La ministre a saisi l'occasion pour exhorter les enseignants grévistes à "faire preuve de sagesse et reprendre les cours en privilégiant l'intérêt de l'élève", faisant état d'une rencontre mardi soir avec les membres de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves pour "l'examen de leurs préoccupations concernant la grève des enseignants dans les wilayas mentionnées".

Mourad N.

DEPUIS BOUIRA :

Ould Ali donne le coup d'envoi des festivités officielles célébrant Yennayer

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali, a donné lundi le coup d'envoi officiel des festivités culturelles célébrant le nouvel an amazigh 2968 à partir de la wilaya de Bouira, où il a assisté aux différentes activités culturelles présentées à cette occasion. Accueilli en fanfare par les troupes folkloriques targuies, chaouies et de Béni M'Zab, devant le siège de la wilaya, le ministre s'est rendu directement au village montagneux de Tassala, relevant de la commune de Taghzout (Est de Bouira), où il a lancé les festivités célébrant Yennayer dans un cadre officiel et où règne une ambiance particulière. A Tassala, le ministre a visité les différentes expositions dédiées aux produits artisanaux traditionnels (habits, bijoux, plats, poterie) ainsi que le musée et l'ancienne source du village qui abrite chaque année ce genre de festivité. Un climat de fête règne sur les lieux, animés par les cris et brouhaha des enfants et ce malgré le froid glacial. Les ruelles de cette bourgade, perchée au pied de la chaîne montagneuse du grand Djurdjura grouillent de monde à l'occasion de la visite de M. Ould Ali. Ce dernier s'est dit "très content" de revenir cette année à Tassala avec la nouveauté de Yennayer consacrée par le Président Abdelaziz Bouteflika fête nationale, jour férié (chômé et payé). "C'est un grand acquis pour l'Algérie grâce à la décision du Président Bouteflika qui a rendu l'espoir à tous les Algériens", a-t-il dit en marge de cette visite. Dans un cadre naturel aux paysages féeriques, les festivités célébrant le nouvel an amazigh à Tassala sont diverses organisées par l'association locale Thagherma. Les visiteurs, dont un grand nombre a afflué ce matin sur les lieux, profitent de la fête pour visiter aussi les différents coins de ce village montagneux, notamment le site de Tahala, une ancienne source d'eau naturelle de cette paisible localité.

D'autres localités, notamment de l'est et sud-est de la wilaya de Bouira, vont renouer à partir de lundi avec les traditions ancestrales amazighes à l'occasion de la fête de Yennayer 2968. A Ahl Laksar et Ouled Rached (Sud-Est de Bouira), des expositions similaires dédiées notamment à la robe kabyle et aux plats traditionnels, et des conférences sur le nouvel an amazigh seront animées à partir de mardi par l'écrivain et poète Brahim Tagzart, et les chercheurs Hamid Billak et Hassane Hellouane, selon les détails fournis par le président de l'association Amazigh d'Ahl Laksar, Massinissa Rezzig. Le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est rendu par la suite au siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de la ville de Bouira, où il a inauguré les activités célébrant Yennayer, dont une exposition dédiée au patrimoine culturel et social berbère de la région. Les arts plastiques étaient aussi présents aux festivités, à travers l'exposition d'une trentaine de toiles retraçant la question identitaire et culturelle berbère en Algérie, ainsi que des portraits sur des figures emblématiques ayant marqué l'histoire de Tamazight en Algérie, à l'image du défunt écrivain Mouloud Maammeri. Par ailleurs, des olym-



piades de dictée en langue amazigh seront organisées à cette occasion, dont le coup d'envoi était donné par le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali, dans la wilaya de Bouira. Des exhibitions artistiques et folkloriques sont aussi prévues dans le cadre de la fête nationale amazigh consacrée par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. "Cette année, Yennayer est devenu une fête nationale grâce à une décision historique du président de la République. C'est un grand acquis après de longues années de sacrifices", a souligné le directeur de l'Odej de Bouira, Houcine Hemmal, ajoutant que "c'est une fête qui rassemblera tous les Algériens". La maison de la culture Ali Zaoum et le siège de la bibliothèque principale de la ville de Bouira abriteront d'autres activités, dont des conférences sur Yennayer, des lectures poétiques et des expositions de différents produits artisanaux berbères locaux (poterie, bijoux et habits traditionnels, mets traditionnels), a expliqué à l'APS le directeur de la culture El-Hachemi Bouhired.

YENNAYER, UN ÉVÉNEMENT IMPORTANT

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a déclaré mardi à Sidi Bel-Abbès, que la célébration de Yennayer est un événement important qui traduit l'attachement du peuple algérien à l'identité nationale, à ses composantes et à ses dimensions. Assistant à une partie des festivités organisées à l'occasion de la célébration de Yennayer au niveau de l'école primaire "Adhim Fatiha", au centre-ville de Sidi Bel-Abbès où est enseignée la langue amazigh, le ministre a souligné que cette manifestation "confirme que la célébration de l'an amazigh est ancrée dans la société algérienne et constitue une référence pour les institutions de la société civile." El Hadi Ould Ali a valorisé l'intérêt accordé par le mouvement associatif et par tous les membres de la société à cette célébration visant le renforcement et la promotion des constantes de l'identité nationale qui se répercutent sur les comportements des citoyens, ajoutant qu'"il faut s'appuyer sur ces constantes pour aller vers un avenir radieux dans tous les domaines." Le ministre a salué également la décision historique et exceptionnelle prise par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, décrétant le 12 janvier de chaque année Fête nationale, avant de souligner que cette décision vient renforcer l'identité nationale avec ses trois constantes que sont l'islam, l'ar-

bité et l'amazighité. M. Ould Ali a ajouté que cette décision constitue "un rempart contre toute tentative visant la sécurité et la stabilité de l'Algérie et barre la route à tous les opportunistes et intrus qui tentent à porter atteinte aux constantes du peuple algérien." Le ministre a inspecté, lors de sa visite dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, des projets relevant de son secteur, notamment celui du centre de regroupement des équipes nationales. A cette occasion, il a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 270 millions DA pour l'achèvement des travaux du centre d'accueil et de ceux concernant l'aménagement de la salle omnisports. Inspectant le projet de la piscine semi-olympique à hai "Bouazza El Gharbi", au chef-lieu de wilaya, M. Ould Ali a insisté sur l'achèvement des travaux restants et la livraison du projet en juin prochain. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a visité l'auberge de jeunes au lieu-dit "Rocher" à Sidi Bel-Abbès et a assisté à une partie des festivités célébrant Yennayer. Il a insisté in situ sur le rôle de la jeunesse pour servir le pays et préserver sa sécurité et sa stabilité.

DES ACTIVITÉS CULTURELLES ET ARTISTIQUES À DJELFA

Des préparatifs intenses sont en cours, à Djelfa, en vue de la célébration du nouvel an (Yennayer) Amazigh 2968, à travers la mise en œuvre, entre le 11 et le 15 du mois courant, d'un riche programme d'activités culturelles et artistiques axées sur le patrimoine amazigh ancestral, a-t-on appris, mardi, du directeur de la culture de la wilaya. Selon Abdelmadjid Merssis, le théâtre régional Ahmed Benbouzid abritera, à l'occasion, des représentations théâtrales en langue Amazigh, en plus de spectacles artistiques inspirés de ce patrimoine national, au moment où des conférences et tables rondes sur le patrimoine Amazigh sont prévues à la bibliothèque principale de lecture publique "Djamel Eddine Bensaïd" du chef-lieu de wilaya. Une exposition mettant en relief l'habit traditionnel Amazigh et son artisanat ancestral sera, en outre, organisée à la maison de la culture "Ibn Rochd", a-t-il ajouté, signalant, également, la programmation d'une semaine culturelle sur le patrimoine Amazigh, riche en couleurs, avec la participation des wilayas de Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arreridj, Khenchela et Batna. M. Abdelmadjid Merssis n'a pas manqué de souligner la célébration, l'année passée, de cette semaine culturelle Amazigh, se félicitant de la décision du président de la République de consacrer cette journée de Yennayer comme "Fête

nationale".

YENNAYER 2968: "HAKOUZA", UN PLAT TRADITIONNEL DE TINDOUF

Le plat de "Hakouza" occupe encore une place de choix au menu de la gastronomie de la région de Tindouf, où il constitue un des symboles marquant de la célébration du Nouvel an amazigh. Hormis une légère différence dans la préparation, les mêmes ingrédients et composants de ce plat sont partagés par la population tindoufie et constitués notamment de légumes secs, céréales et épices, nécessaires à la préparation de la sauce du Berkoukes (plomb fait maison) et du Couscous. Selon El-Hadja Khadidja (septuagénaire), cette tradition séculaire fait partie du programme festif de l'avènement du nouvel an amazigh. Pour Mme. Hamida (40 ans, femme au foyer), de nombreuses familles préparent, en cet événement, le Hakouza, consistant en un plat de Berkoukes ou de couscous, avec cependant la perpétuation d'une tradition dénommée "El-Alfa": un noyau de dattes ajoutée à la sauce et qui chanceux celui qui le trouvera dans son plat, augurant d'une année faste et joyeuse pour sa famille. Selon Hadja Milouda, le diner du nouvel an amazigh donne lieu également à la distribution de fruits secs et sucreries appelés localement "El-Mekhalet" (mélange) aux membres de la famille, agrémentés de tasses de thé, le tout dans une ambiance de regroupement et de convivialité, en signe de porte-bonheur pour le nouvel an. Le président de l'association du patrimoine de Tindouf, Mohamed Belaid, a indiqué que la célébration du nouvel an amazigh est une importante halte pour la réconciliation et la concorde familiale, le raffermissement des liens sociaux et l'ancrage de l'entraide sociale. En cette occasion, les locaux des herboristes sont pris d'assaut par les citoyens pour s'approvisionner en épices, légumes secs et plantes aromatiques qui donnent une saveur particulière au plat de Hakouza.

LANCEMENT DES FESTIVITÉS À AIN TËMOUCHENT

Les festivités célébrant le nouvel an amazigh ont été lancées mardi soir à la maison de la culture d'Ain Témouchent, en présence d'un public nombreux. Ces festivités, dont le coup d'envoi a été donné par la wali d'Ain Témouchent, Labiba Ouinez, enregistrent la participation d'artisans et de troupes artistiques des wilayas de Tlemcen, Tizi Ouzou, Boumerdes et d'associations locales versées dans le patrimoine matériel et immatériel. Le hall de la maison de la culture abrite une exposition de produits de l'artisanat dont des bijoux et des habits traditionnels et des plats traditionnels. Ces festivités, qui durent jusqu'au weekend, prévoient des conférences traitant de l'histoire de Yennayer, des traditions de sa célébration et de sa symbolique chez les familles algériennes, a souligné le directeur de la culture, Brahim Benabderrahmane. Des axes de ces conférences, qui seront animées par des universitaires, aborderont l'importance de l'officialisa-

tion de la célébration du nouvel an amazigh dans le cadre de sa dimension nationale. Des films documentaires, des représentations théâtrales et des activités artistiques sont programmés à cette fête. La cérémonie du lancement officiel des festivités a été marquée par la présence d'un public nombreux de différentes tranches d'âge, traduisant l'importance de ce rendez-vous historique, selon les propos recueillis à cette occasion.

MÉDÉA DANS UNE AMBIANCE DE GRANDE FÊTE

La ville de Médéa s'apprête à célébrer dans une ambiance de grande fête populaire le nouvel an amazigh grâce au programme d'animation spécial concocté par la direction de la Culture. La célébration de Yennayer ou "El-Aam" pour d'autres, qui rêvait cette année un cachet particulier suite à sa consécration comme fête officielle et nationale, "va sortir pour la première fois du simple cadre familial dans lequel elle était confinée pour un espace plus large où les citoyens pourront partager en communauté ce même sentiment d'appartenance à une seule et même culture", a indiqué la direction de la Culture. Le programme d'animation, mis sur pieds par la direction locale de la Culture en étroite collaboration avec la maison de la culture "Hassan-El-Hassani", le musée régional des arts et des traditions populaires ainsi que le mouvement associatif local, s'étalera sur six jours durant lesquels les citoyens vont découvrir toute la richesse du patrimoine amazigh. Pour marquer l'événement, les organisateurs de cette semaine spéciale Yennayer, qui s'achèvera le 16 janvier, ont programmé à la maison de la culture de Médéa une exposition consacrée aux us et coutumes qui distinguent la célébration du nouvel an amazigh dans les différentes régions de la wilaya de Médéa. Cet établissement culturel accueillera également un minisalon culinaire où seront présentés les principaux plats et mets traditionnels préparés pour l'occasion. Il sera animé par des associations locales. Une autre manifestation similaire, mais présentée cette fois-ci sous forme de "Gaada traditionnelle" reproduisant les veillées nocturnes célébrant "El-Aam", aura lieu au sein du Musée régional des arts et des traditions populaires. Des journées de film amazigh sont programmées à partir du 13 janvier à la maison de la culture "Hassan-El-Hassani" où des rencontres débats vont ponctuées chaque projection de film, en présence de spécialistes de ce genre de fiction. En sus des conférences et rencontres sur le patrimoine amazigh dans la région de Médéa, qui seront animées par des universitaires et des chercheurs, la célébration de Yennayer sera marquée par l'organisation d'un concours pour enfants, intitulé dictionnaire arabo-amazigh, destiné à faire découvrir aux élèves l'abécédaire Tifinagh. La semaine spéciale Yennayer sera clôturée par une virée au musée-séminaire dédié à l'héroïne de la résistance populaire, Lalla Fadhma Nsoumer, à El-Aïssaouia, qui demeure un symbole fort de l'attachement de la région à son passé Amazigh.

A.A.

PRIX DE L'OR NOIR

Le pétrole termine au plus haut depuis plus de trois ans

Le pétrole coté à New York et à Londres est monté mardi à la clôture à son plus haut niveau depuis décembre 2014, porté par les anticipations d'une nouvelle baisse des stocks de pétrole dans un rapport attendu mercredi.



Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en février, référence américaine du brut, a gagné 1,23 dollar pour finir à 62,96 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Le pétrole américain a même atteint en séance 63,24 dollars, son plus haut prix en séance depuis le 11 décembre 2014.

Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a terminé à 68,82 dollars, en hausse de 1,04 dollar par rapport à la clôture de lundi et au plus haut à la clôture depuis la mi-décembre 2014.

L'anticipation d'une nouvelle baisse des stocks américains de pétrole brut dans le rapport hebdomadaire du Département américain de l'Énergie (DoE) attendu en cours de séance mercredi est "l'une des principales raisons de la hausse significative des prix" mardi, a indiqué Bart Melek de TD Securities.

Après "une baisse de 7,4 millions la semaine dernière et de

4,6 millions la semaine précédente", la tendance est clairement à la diminution des stocks, a-t-il remarqué.

Les analystes tablent sur un recul des réserves de brut de 3,75 millions de barils, sur une hausse de celles d'essence de 3,25 millions de barils et une augmentation de 2,25 millions de barils de celles de produits distillés, selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg.

PRODUCTION AMÉRICAINE

Le marché profite plus généralement de la baisse des réserves de brut à travers le monde qui s'explique en grande partie par les efforts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le cartel et dix autres producteurs, dont la Russie, se sont fixés fin 2016 des objectifs de limitation de la production pour 2017, et l'accord a été renouvelé jusqu'à fin 2018, ce qui profite aux prix.

"Tant qu'on verra les stocks américains fondre et l'Opep respecter ses engagements, le marché estime que le baril peut encore se renchérir", a estimé Gene McGillian de Tradition Energy.

La baisse de la production des membres de l'Opep devrait permettre à la production américaine de continuer à augmenter, selon les perspectives mensuelles de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie publiées mardi.

L'EIA prévoit que la production de brut américain franchisse dès le premier trimestre 2018 les 10 millions de barils par jour, et se hisse au quatrième trimestre 2019 à plus de 11 millions de barils par jour, dépassant ainsi la production actuelle de l'Arabie saoudite ou de la Russie.

L'industrie américaine n'est pas tenue par l'accord de l'Opep, et ses participants profitent au contraire de la hausse des prix pour relancer des projets de forages qui redevenaient rentables quand le baril s'apprécie.

Si la production américaine repart, "cela pourrait décourager l'Opep et la Russie qui pourraient ne pas tenir leurs engagements jusqu'à la fin de l'année", a prévenu Fawad Razaqzada, analyste chez Forex.com.

HAUSSE EN ASIE

Les cours du pétrole atteignaient des sommets de deux ans en Asie, portés par les soubresauts géopolitiques et la réduction

du nombre de puits en activité aux États-Unis.

Vers 04H50 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en février, progressait de 48 cents à 62,21 dollars dans les échanges électroniques en Asie.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en mars, gagnait 41 cents à 68,19 dollars.

"Les cours du pétrole continuent de grimper à cause des incertitudes géopolitiques", a relevé Shane Chanel, analyste chez ASR Wealth Advisers à Sydney. "Le plus gros catalyseur pour une nouvelle hausse serait l'escalade des violences en Iran", important producteur de pétrole, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, selon la société américaine Baker Hughes, le nombre de puits de forage en activité aux États-Unis a reculé la semaine dernière de cinq unités, ce qui apaise quelque peu les craintes des investisseurs quant à l'augmentation de la production américaine de pétrole de schiste.

Les analystes redoutent que la hausse des cours n'encourage les producteurs américains à augmenter leurs extractions.

Les marchés attendent désormais les estimations des stocks hebdomadaires de brut américain de la fédération American Petroleum Institute.

LA PRODUCTION US POURRAIT BIENTÔT DÉPASSER CELLE DE SES RIVAUX

La production américaine de pétrole brut va continuer à augmenter cette année et pourrait même dépasser à moyen terme la production saoudienne et russe, selon les prévisions de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA).

"La production domestique de pétrole sera très robuste cette

année et atteindra de nouveaux sommets", a commenté mardi John Conti, administrateur intérimaire de l'EIA, après la publication d'un rapport mensuel de l'organisation.

Dans ce document, l'EIA prévoit une production américaine de brut à 10,04 millions de barils par jour en moyenne dès le premier trimestre 2018, et à 10,27 millions de barils par jour en moyenne sur l'ensemble de l'année.

Ce niveau annuel "serait le plus élevé de l'histoire des États-Unis, surpassant le précédent record de 9,6 millions de barils par jour établi en 1970", estime l'EIA dans son rapport.

La production américaine ne devrait par ailleurs pas s'arrêter en si bon chemin, anticipe l'EIA, franchissant la barre des 11 millions de barils par jour au quatrième trimestre 2019 avec 11,04 millions de barils par jour en moyenne.

Sur l'ensemble de l'année 2019, elle culminerait à 10,85 millions de barils par jour, soit un nouveau record.

Ce niveau est supérieur à la production en Arabie saoudite, évaluée par l'EIA à 10,46 millions de barils par jour pour 2016, avant que le pays ne se soumette à un accord de réduction de la production pétrolière liant les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

C'est également davantage que la Russie qui a produit 10,55 millions de barils par jour la même année selon l'EIA, le pays étant également contraint depuis par ce même accord de réduction.

Les producteurs américains, non soumis à l'accord de l'Opep et de ses partenaires, profitent de leur côté de la hausse des prix du brut pour relancer des projets d'exploration.

Farida B.

A UN AN DE LA FERMETURE DE FESSENHEIM

La reconversion au centre des interrogations

Alors que la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) devrait s'arrêter définitivement d'ici à un an, le gouvernement et les acteurs locaux vont se pencher prochainement sur la reconversion du site, dont l'avenir reste plus flou que jamais.

Le secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire Sébastien Lecornu, qui avait déjà réuni les élus locaux fin novembre, a annoncé jeudi qu'il irait le 18 janvier en Alsace pour installer un "comité de pilotage" sur la reconversion de la centrale. Ce comité doit réunir les élus locaux, les services de l'État, EDF et les représentants des acteurs économiques. "On a beaucoup de pistes de travail très concrètes", a assuré Sébastien Lecornu sur RTL. Sur place, l'attente est grande alors que la centrale emploie directement 850 salariés d'EDF et environ 350 salariés permanents d'entreprises prestataires, sans compter nombre d'emplois indirects et induits.

On attend "les compensations financières et comment recréer 2.000 emplois rapidement", souligne auprès de l'AFP Claude Brender, maire (sans

étiquette) de la commune de Fessenheim.

Le bourg de 2.400 habitants "vit grâce à la centrale", rappelle le maire. Et les collectivités locales entendent bien être compensées pour les 15 millions d'euros de recettes fiscales annuelles qui seront perdues.

"RIEN DE CONCRET"

Plusieurs projets de reconversion du site ont été évoqués par le passé, comme l'éventuelle installation d'une usine de voitures électriques de l'américain Tesla, un projet d'usine de batteries ou la création d'un site pilote de démantèlement de centrales.

On parle aussi d'un centre de recherche, de l'installation d'une centrale à gaz dans la région, voire d'une vaste ferme solaire, domaine dans lequel EDF a récemment annoncé ses ambitions.

"Pour l'instant, il n'y a rien de concret, on est au début du commencement", regrette le maire Claude Brender.

Le calendrier presse pourtant: Fessenheim, doyenne des centrales nucléaires françaises, doit fermer au

moment où le réacteur EPR de Flamanville (Manche) entrera en service, ce qu'EDF prévoit de faire entre fin 2018 et début 2019. S'ouvrira alors le long chantier du démantèlement...

La France ne peut en effet pas produire plus d'électricité nucléaire qu'elle ne le fait actuellement: l'obligation de respecter le plafond actuel est une exigence de la loi sur la transition énergétique votée en 2015.

Le pays possède un parc de 58 réacteurs et le nucléaire représente quelque 75% de sa production d'électricité. Mais il est prévu de ramener ce chiffre à 50% d'ici à 2030 ou 2035, si bien que d'autres centrales vont devoir fermer.

"UN SYMBOLE"

Fessenheim sera donc la première à fermer, un engagement du précédent président François Hollande repris par son successeur Emmanuel Macron.

"C'est devenu un symbole", souligne à l'AFP Nicolas Goldberg du cabinet Columbus consulting.

"Fessenheim a cristallisé beaucoup de choses: c'est la plus vieille, elle est à la frontière franco-allemande, il y a eu

une réévaluation du risque sismique sur la zone et en plus, il y a un des réacteurs à l'arrêt depuis un petit moment", rappelle l'expert.

En effet, le réacteur Fessenheim 2 est en arrêt prolongé à la suite d'une anomalie sur la virole basse d'un générateur de vapeur. Un problème lié aux irrégularités à la forge du groupe nucléaire Areva au Creusot (Saône-et-Loire).

Autant de difficultés qui ont fait de la doyenne des centrales une cible prioritaire pour les écologistes.

"Il faut arrêter de tergiverser: la centrale de Fessenheim doit fermer", juge Alix Mazounie, chargée de campagne énergie à Greenpeace France.

"Son manque de sécurité et de sûreté, sa vétusté, mais aussi son faible taux de production d'électricité sont autant de critères qui rendent sa fermeture indispensable", estime-t-elle.

"Les gouvernements allemand et luxembourgeois ont exprimé à plusieurs reprises ces dernières années de fortes inquiétudes face au risque d'accident de la centrale", rappelle à l'AFP Alix Mazounie.

Siham S.

Les places européennes toutes en hausse

Les Bourses européennes ont toutes fini en hausse mardi, Amsterdam s'approchant de son record de 2001, grâce à de bons indicateurs économiques et à l'optimisme dans certains secteurs comme la distribution britannique ou les mines.

"C'est un début d'année en fanfare. Globalement, la dynamique actuelle justifie la bonne séance d'aujourd'hui: il y a des indicateurs économiques positifs, au même moment, dans plusieurs zones géographiques, aux Etats-Unis, en Asie et en Europe", a commenté à l'AFP Andrea Tuèni, un analyste de Saxo Banque.

Les indicateurs de novembre ont confirmé la bonne santé de l'économie européenne: rebond de la production industrielle allemande et nouveau recul du taux de chômage en zone euro, contexte macroéconomique justifiant, selon M. Tuèni, un "optimisme contagieux" sur les marchés.

L'EUROSTOXX 50 A GAGNÉ 0,23%.

A Amsterdam, l'indice AEX a pris 0,38% à 563,04 points, s'approchant du record de 567,76 points, qui datait de la bulle internet en 2001. Le groupe de médias et télécoms européen Altice a pris 10,52% à 10,44 euros au lendemain de l'annonce de la séparation de ses activités américaines et européennes et l'assureur Aegon 2,44% à 5,54 euros, tandis que le distributeur Ahold Delhaize a perdu 1,25% à 18,25 points.

A Paris, le CAC 40 a gagné



0,67%, à 5.523,94 points. Vivendi (+4,11% à 24,80 euros) a profité du relèvement de l'objectif de cours de JP Morgan et Accor (+1,51% à 45,05 euros) d'un relèvement à "neutre" de la recommandation du Credit Suisse, qui a au contraire abaissé celle de Sodexo (-2,05% à 109,75 euros) à sous performer.

Airbus (+0,30% à 86,88 euros) a signé avec la Chine un protocole pour augmenter la cadence de production de l'A320 à Tianjin. Alten (+7,17% à 78,50 euros) est désormais recommandé à l'achat par Oddo BHF.

PSA (+0,72% à 18,17 euros) souhaite recourir en 2018 à 1.300 ruptures conventionnelles collectives et 900 dispenses d'activité pour des seniors, tout en embauchant 1.300 CDI et 2.000 jeunes en alternance, selon des sources syndicales.

Dassault Aviation (+2,08% à 1.375 euros) a enregistré 41 commandes pour son avion d'affaires Falcon en 2017. Tarkett a cédé 3,13% à 33,46 euros, souffrant comme la veille, d'un abaissement de sa recommandation à "neutre" par Exane.

A Londres, l'indice FT SE 100 a pris 0,45%, à 7.731,02 points. La distribution a profité d'un rapport d'activité favorable la chaîne de supermarchés Morrisons (+2,38% à 232,30 pence) sur les dernières semaines de 2017, tandis que la British Retail Consortium a relevé une hausse des ventes alimentaires

pendant Noël. Sainsbury's (+3,07% à 258,40 pence) publie mercredi son rapport d'activité pour la fin d'année. Marks and Spencer a pris 2,41% à 318,30 pence.

Le secteur minier a profité de l'optimisme de début d'année sur la croissance mondiale, Anglo American prenant 3,07% à 1.677,00 pence, Antofagasta 0,60% à 1.000,00 pence, BHP Billiton 1,32% à 1.606,60 pence et Rio Tinto 1,40% à 4.094,00 pence.

Les services à la collectivité ont souffert, d'une note défavorable du courtier Exane concernant le spécialiste de l'eau Severn Trent (-3,19% à 2.063,00 pence). Dans son sillage, le gestionnaire des réseaux d'énergie britannique National Grid a lâché 1,61% à 850,70 pence, le fournisseur d'électricité et de gaz Centrica 2,52% à 141,40 pence, son concurrent SSE 1,47% à 1.310,00 pence et le spécialiste de l'eau United Utilities 3,67% à 782,20 pence.

A Francfort, l'indice DAX a gagné 0,13%, à 13.385,59 points. Plus forte hausse, l'équipementier automobile et fabricant de pneus Continental (+5,37%), après des informations de l'agence Bloomberg News sur une possible réorganisation d'envergure du groupe, même si "aucune décision sur la mise en place de changements" n'a été prise.

Parmi les scénarios évoqués, la mise en Bourse des divisions les plus lucratives comme celle des pneumatiques, ce qui donnerait "plus de liberté" à Continental pour se développer et faire des acquisitions, selon Frank Biller, analyste de la banque LBBW.

Continental a annoncé un chiffre d'affaires 2017 provisoire de 44 milliards d'euros à périmètre et changes constants, avec une marge opérationnelle ajustée de 10,8%. Il prévoit en 2018 environ 47 milliards d'euros de recettes, pour environ 10,5% de marge ajustée. Siemens a pris 0,50% à 121,60 euros et Thyssenkrupp 0,44% à 25,01 euros.

Eon (-2,09% à 9,02 euros) a accepté l'offre de 3,8 milliards d'euros du finlandais Fortum

pour ses 46,65% dans Uniper. Le quotidien financier Handelsblatt s'est étonné de le voir brader ses centrales à charbon et à gaz.

A Bruxelles, l'indice BEL 20 a pris 0,66%, à 4.141,64 points. La plus forte des 17 progressions a été celle du métallurgiste Bekaert (+3,18% à 38,28 euros). Le groupe de télécoms Proximus a terminé inchangé à 27,94 euros. Plus forte des deux baisses, le groupe d'immobilier Cofinimmo (-1,17% à 109,60 euros).

A Madrid, l'indice IBEX a pris 0,27%, à 10.426,5 points, mené par CaixaBank (+1,74% à 4,14 euros) et le groupe textile Inditex (Zara), gagnant 0,34% à 29,60 euros. Le groupe de distribution Dia a subi la plus forte chute (-2,59% à 4,29 euros).

A Milan, l'indice MIB a pris 0,7% à 23.004 points. Finecobank a réalisé la meilleure performance +4,89% à 9,335 euros) devant Banca Generali (+2,91% à 28,3 euros), Leonardo (+2,27% à 10,81 euros), Exor (+2,08% à 58,85 euros) et Fiat Chrysler (+1,99% à 18,47 euros). En revanche, Salvatore Ferragamo a cédé 1,87% à 22,02 euros, A2A 1,13% à 1,573 euro et Mediaset 0,84% à 3,312 euros.

A Lisbonne, l'indice PSI 20 a pris 0,15%, à 5.654,24 points. Galp Energia a perdu 0,05% à 15,85 euros. Jeronimo Martins a reculé de 0,15% à 16,80 euros et la banque BCP a pris 0,63% à 0,30 euro.

A WALL STREET, UN 6E RECORD D'AFFILIÉE

Wall Street, soutenue par une économie en forme à l'approche de la saison des résultats, a terminé à de nouveaux sommets mardi, le Nasdaq (+0,09%) et le S&P 500 (+0,13%) enregistrant leur sixième record d'affiliée tandis que le Dow Jones s'est octroyé 0,41%.

Selon les résultats définitifs, le Dow Jones Industrial Average, l'indice vedette de la Bourse de New York, a avancé de 102,80 points à 25.386,80 points, le Nasdaq de 6,19 points à 7.163,58 points, et le S&P 500 de 3,58 points à 2.751,29 points.

"Il n'y a pas de nouvelles informations, économiques ou politiques, justifiant en tant que telle la progression des indices", a relevé Christopher Low de FTN Financier.

"Mais avec des indicateurs qui dans leur ensemble reflètent une économie de plus en plus solide, on voit revenir sur le marché des petits investisseurs", a-t-il remarqué.

Après l'envolée des indices en 2017 et un début d'année 2018 tout aussi euphorique, "certaines personnes craignent simplement de rater une bonne occasion", a abondé Sam Stovall de CFRA. "De nombreux investisseurs prennent l'argent qu'ils gardaient encore de côté et le placent sur le

marché des actions", a-t-il observé.

L'élan de la Bourse est alimenté depuis plusieurs mois par le faible niveau des taux d'intérêt, l'importante progression des bénéfices des entreprises, la croissance mondiale généralisée et l'optimisme lié à la réforme fiscale adoptée fin 2017 aux Etats-Unis.

"Mais avec l'envolée récente du marché des actions, on parle de plus en plus de ce qui pourrait renverser cette tendance", a remarqué Patrick O'Hare de Briefing en soulignant que la remontée en cours des taux d'intérêt figurait en haut de la liste.

KODAK LANCE SA MONNAIE VIRTUELLE

Les investisseurs se préparent par ailleurs à la diffusion des résultats trimestriels des entreprises cotées. Les banques JPMorgan Chase (+0,51% à 109,05 dollars) et Wells Fargo (+0,35% à 62,26 dollars) donneront vendredi le coup d'envoi officiel de cette saison.

L'indice représentant le secteur bancaire au sein du S&P 500 était particulièrement en forme mardi (+0,71%) tout comme celui de la santé (+1,10%).

Tête de file du Dow Jones, l'avionneur Boeing s'est octroyé une progression de 2,67% à 318,43 dollars. Le groupe a annoncé avoir livré un nombre record d'avions commerciaux en 2017 et a enregistré un bond de 36,5% de ses commandes nettes.

La maison mère de la célèbre entreprise spécialisée dans la photographie Kodak a plus que doublé sa valeur en Bourse mardi, son action bondissant de 119,35% à 6,80 dollars après l'annonce du lancement de sa propre devise virtuelle, la KodakCoin, adossée à une plateforme destinée à la gestion des droits de propriétés des photographes.

Intel a cédé 2,50% à 43,62 dollars. Son patron Brian Krzanich a assuré lundi soir que les conséquences des failles de sécurité qui touchent l'industrie des micro-processeurs étaient limitées grâce à une collaboration "remarquable" entre les entreprises technologiques.


Parmi les autres valeurs du jour figure Altice USA, qui a bondi de 9,58% à 23,11 dollars, au lendemain de l'annonce de la séparation entre les activités américaines et européennes du groupe de médias et télécoms européens contrôlées par Patrick Drahi. La chaîne de supermarchés Target (+2,92% à 69,14 dollars) profitait d'une bonne saison des fêtes de fin d'année lui ayant permis de relever ses prévisions pour l'année. Les ventes de la marque de vêtements Urban Outfitters ont en revanche déçu et l'action a perdu 4,06% à 32,37 dollars.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 04 Janvier 2018

BILLET DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLAR 1 USD	114.6588	114.6738
EURO 1 EUR	137.9919	138.0443
POUND STERLING 1 GBP	155.0491	155.1113
JAPAN YEN 100 JPY	101.8737	101.9141
YUAN HONG KONG 1 CNH	17.5667	17.6606
SWISS FRANC 100 CHF	11738.2064	11743.3487
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	91.5659	91.6071
DANISH KRONE 100 DKK	1853.4310	1853.9731
SWEDISH KRONA 100 SEK	1405.1668	1406.0399
NORWEGIAN KRONE 100 NOK	1415.4184	1416.4779
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	31.2158	31.2207
SAUDI RIYAL 1 SAR	30.5732	30.5780
KUWAIT DINAR 1 KWD	380.0424	380.5967
TUNISIAN DINAR 1 TND	46.6963	47.1656
MAROCCAN DIRHAM 1 MAD	12.2622	12.3375

Séance de cotation des valeurs mobilières du 04 Janvier 2018

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	495,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	660,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	300,00	1 209,918

RDCONGO

CÔTE D'IVOIRE Les pouvoirs publics veulent investir 4,5 milliards d'euros dans le tourisme

La Côte d'Ivoire veut investir 3.000 milliards de francs CFA (4,5 milliards d'euros) dans le tourisme via un fonds souverain afin de faire décoller ce secteur sous-développé dans ce pays touché par une décennie de crise politico-militaire.

"L'objectif avec ce fonds souverain de 3.000 milliards de francs CFA, c'est d'être la 5e destination africaine (...) et de devenir le 3e pôle d'activité du pays", a ajouté le ministre, Siandou Fofana.

Aujourd'hui, le tourisme ne pèse que 5,5% du PIB (36 milliards du PIB) soit 300 milliards de francs CFA (450 millions d'euros) avec 120.000 emplois directs pour une population de 24 millions d'habitants. Le ministre espère doubler la valeur absolue du secteur d'ici à 2020.

Le pays, qui a longtemps été déserté par les investisseurs et les touristes en raison de la crise politico-militaire, s'est stabilisé depuis 2011 et est redevenu un leader régional avec une croissance importante et des indicateurs économiques au vert. Toutefois, le pays souffre d'une faible capacité hôtelière pour le tourisme d'affaires ainsi que le tourisme de loisirs ou balnéaire.

La Côte d'Ivoire ambitionne de construire de nombreux hôtels sur la côte et à l'intérieur du pays, plusieurs parcs animaliers, aquatiques et d'attractions, une marina à Abidjan. Elle veut mettre en place une filière de "villas Ivoire, relais paillotes" sur le modèle des maisons d'hôtes en Europe. Parmi les plans à court terme, un plan de 200 milliards de francs CFA (300 millions d'euros) pour la capitale politique, Yamoussoukro, avec la rénovation de l'hôtel Président, la construction d'un hippodrome ou d'un centre de pêche de loisirs.

En 2016, 2 millions de touristes ont visité le pays: 500.000 locaux et 1,5 million d'étrangers, essentiellement en provenance des pays de la sous-région et de la France. Pour 38%, il s'agissait d'un tourisme d'affaires qui a contribué pour 50% au chiffre d'affaires du secteur, selon le ministre.

Un des axes de travail du gouvernement sera de tenter de faire baisser le prix des billets d'avions vers l'Afrique et dans l'Afrique. "Il faut faire en sorte que les compagnies low-cost desservent la Côte d'Ivoire, faire baisser les prix (...) pour cela, il faut créer cette déréglementation (de l'espace aérien) avec l'aide des tour operators (...). Sinon, il ne faut pas tenter de mettre la main pour cacher le soleil: les prix" pour aller en Afrique "ne sont pas compétitifs" par rapport à l'Europe ou le Maroc, a souligné M. Fofana.

Le secrétaire général adjoint pour les opérations de paix des Nations unies Jean-Pierre Lacroix a réclamé mardi à Kinshasa "des enquêtes" sur les auteurs des violences du 31 décembre commises par des forces de sécurité congolaises contre des civils.

"Il est essentiel que les autorités nationales compétentes diligentent les enquêtes nécessaires pour établir les responsabilités et traduire en justice les auteurs présumés de violations des droits de l'homme", a indiqué M. Lacroix devant le Conseil de sécurité.

Il a aussi déploré "les entraves" au travail des Casques bleus ce jour-là par les forces de sécurité de la République démocratique du Congo.

D'après l'ONU et la nonciature apostolique, au moins cinq personnes sont mortes dans la dispersion de marches organisées le 31 décembre à l'appel de laïcs proches de l'Eglise qui demandaient au président Joseph Kabila de déclarer publiquement qu'il quitterait le pouvoir et ne se représenterait pas.

M. Kabila n'a pas organisé



d'élections dans son pays alors que son second et dernier mandat a pris fin le 20 décembre, provoquant des manifestations étouffées dans le sang en septembre et décembre. Des élections pour organiser son départ et sa succession sont désormais prévues le 23 décembre 2018.

Selon la nonciature, 134 paroisses ont été encerclées et cinq messes interrompues le 31 décembre.

"La situation politique reste extrêmement fragile" et "la situation sécuritaire des plus préoccupantes", a souligné M. Lacroix. "Le dialogue reste la seule voie" pour sortir le pays de la crise, a-t-il ajouté, mettant en garde contre tout nouveau retard du calendrier électoral.

L'ambassadeur français à l'ONU François Delattre a "fer-

mement condamné les violences" commises par les forces de sécurité et a appelé à "une application effective" du calendrier électoral.

Sur la même ligne, son homologue ivoirien Bernard Tanoh-Boutchoua a appelé tous les acteurs en RDC à "la retenue" et à "éviter les manifestations violentes".

L'ambassadrice des Etats-Unis, Nikki Haley, a ajouté que M. Kabila devait "rendre ses forces de sécurité responsables, respecter les droits de l'homme de ses citoyens et respecter son engagement de démissionner" à la suite des élections de décembre.

"Entendre des rapports de brutalité et de cruauté contre des civils innocents et des enfants dans les lieux les plus sacrés est

vraiment horripilant", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Ignace Gata Mavita, ambassadeur onusien de la RDC, a dénoncé des manifestations le 31 décembre dont les organisateurs n'ont pas respecté les procédures prévues par la législation du pays.

"S'agissant des éléments de forces de l'ordre qui se seraient introduits dans les églises, (...) une enquête a été ouverte et des sanctions" vont être envisagées "à l'endroit des coupables", a-t-il précisé.

Début janvier, le gouvernement avait "félicité les forces de police et de sécurité" qui avaient fait preuve "de rigueur, de fermeté et de conformité au droit international humanitaire dans la gestion" des marches du 31 décembre 2017.

AFRIQUE DU SUD

Zuma nomme enfin une commission d'enquête sur la corruption

Le président sud-africain Jacob Zuma a annoncé mardi soir la mise en place d'une très attendue commission judiciaire d'enquête sur les graves accusations de corruption à la tête de l'Etat dans lesquelles il est régulièrement cité depuis des mois.

"J'ai décidé de nommer une commission d'enquête", a-t-il annoncé dans un communiqué publié par la présidence de la République. Réclamée à cor et à cri par ses adversaires depuis des mois, cette décision intervient un an après la publication d'un rapport officiel très compromettant pour le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2009. Publié fin 2016, ce document a mis en lumière l'implication d'une puissante famille d'hommes d'affaires, les Gupta, dans la gestion des affaires de l'Etat sud-africain, de la nomination de ministres aux pressions pour obtenir des contrats publics. Jacob Zuma, qui a concédé être un ami de la famille Gupta, a toujours vigoureusement nié les avoir favorisés de quelque manière.

Dans ses conclusions, l'auteur du rapport, l'ex-médiatrice de la République, Thuli Madonsela, réclamait déjà une commission d'enquête.

M. Zuma avait jusque-là refusé d'obtempérer et avait demandé l'annulation du rapport devant la justice.

Mais le mois dernier, un juge de Pretoria lui a ordonné de créer cette commission dans les 30 jours et même, camouflé personnel, ordonné de payer personnellement les frais engagés par sa plainte.

M. Zuma a fait appel de la forme de cette décision au nom de la "séparation des pouvoirs" mais a finalement décidé de s'y ranger sur le fond. "J'ai pris conscience que cette affaire préoccupait l'opinion publique depuis quelques temps et méritait mon urgente attention", a-t-il justifié mardi soir.

IMPORTANCE CAPITALE

"Les accusations selon lesquelles le contrôle de l'Etat a été retiré à ses réels propriétaires sont d'une importance capitale et méritent qu'on les vérifie", a poursuivi le chef de l'Etat, "tout retard (dans l'établissement de cette commission) ferait douter le public de la détermination du gouvernement à éradiquer toute forme de corruption". La direction de la commission a été confiée au vice-président de la Cour constitutionnelle,

Raymond Mnyamezeli Mlungisi Zondo. Jacob Zuma a cédé le mois dernier la présidence du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), qu'il détenait depuis dix ans, à l'actuel vice-président du pays, Cyril Ramaphosa, qui mènera le parti aux élections générales de 2019. Dans son discours inaugural, M. Ramaphosa a promis d'éradiquer la corruption, "y compris dans nos propres rangs". M. Zuma, 75 ans, doit rester président de l'Afrique du Sud jusque-là.

Mais l'hypothèse de sa démission anticipée agite les rangs de l'ANC, dont la nouvelle direction doit se réunir pour la première fois mercredi et jeudi. Outre ces affaires, le chef de l'Etat fait l'objet de nombreux autres soupçons. La justice doit notamment se prononcer prochainement sur la relance d'une enquête sur des pots-de-vin que M. Zuma est accusé d'avoir perçus lors de la signature d'un contrat d'armement dans les années 1990.

Il est également sous la menace d'une procédure de destitution par le Parlement, après une décision le mois dernier de la Cour constitutionnelle dans un scandale provoqué par la rénovation de sa résidence privée aux frais du contribuable.

BOEING

Un nombre record d'avions livré en 2017

L'avionneur Boeing a livré un nombre record d'avions commerciaux en 2017 et enregistré un bond de 36,5% de ses commandes nettes, confirmant ainsi sa bonne dynamique marquée par une flambée de 90% de sa capitalisation boursière l'an dernier.



Sur l'ensemble de l'année, les compagnies aériennes clientes ont réceptionné 763 appareils, soit 2% de plus que l'année précédente. Boeing dépasse ainsi le record de livraisons de 762 appareils établi en 2015 et atteint son objectif qui était de livrer entre 760 et 765 appareils en 2017. "Cela a été une très très bonne année", a déclaré le directeur commercial Randy Tinseth, lors d'une conférence téléphonique. "Nous continuons d'entrevoir des signaux positifs pour l'avenir". C'est la deuxième fois en trois ans que Boeing établit un record de livraisons en dépit du fait qu'il est en pleine transition entre des modèles, notamment du 737 vers le 737 MAX et du 777 vers le 777X. A Wall Street, le titre bondissait de 2,46% à 317,79 dollars vers 17H40 GMT. L'avion monocouloir 737 reste la meilleure vente de Boeing, avec 529 livraisons l'an dernier, devant le gros por-

teur de nouvelle génération 787 avec 136 livraisons.

CASSE-TÊTE

Boeing a augmenté ses cadences de production, passant à 47 exemplaires de 737 par mois l'an dernier. Il va passer à 52 appareils 737 par mois en 2018 et à 57 en 2019. La production du 787 va, elle, augmenter de 12 à 14 appareils par mois. Les marchés surveillés généralement plus particulièrement les livraisons, car elles sont le baromètre de la santé financière d'un groupe aéronautique, une compagnie aérienne payant traditionnellement quand elle prend possession de l'appareil, avec en conséquence un impact sur le chiffre d'affaires du constructeur. Les bons chiffres annoncés mardi devraient ainsi se refléter dans le chiffre annuel 2017, qui devrait être annoncé fin janvier. Sur le plan des commandes, Boeing a enregistré 912 commandes nettes l'an

dernier, en hausse de 36,5% sur un an, évaluées à 134,8 milliards de dollars au prix catalogue. Le carnet de commandes total s'établissait au 31 décembre à 5.864 avions à produire, contre 5.715 fin 2016. Le constructeur aéronautique devrait nettement devancer son rival européen Airbus pour ce qui est des livraisons car ce dernier a connu des difficultés avec les moteurs d'avions fabriqués par United Technologies. Airbus, qui doit annoncer ses chiffres le 15 janvier, devrait toutefois l'emporter sur le plan des commandes grâce à une fin d'année en fanfare au cours de laquelle il a finalisé une commande géante de 430 moyen-courriers de la famille A320 Neo pour près de 50 milliards de dollars passée par Indigo Partners. Les deux grands avionneurs surfent sur la reprise de la croissance mondiale et des prix bas du pétrole, qui incitent les compagnies aériennes à renouveler leurs

flottes d'avions. A ceci s'ajoute une augmentation du trafic aérien particulièrement bénéfique pour la rentabilité du secteur. Selon Boeing, le secteur aérien a enregistré ses meilleurs bénéfices lors des trois dernières années, comparé aux trente années précédentes cumulées. Le trafic des passagers devrait encore augmenter de 5,5% à 6% en 2018, entraînant une hausse des bénéfices des compagnies aériennes, estime Randy Tinseth. On passerait de 24 milliards de dollars de bénéfices pour les compagnies aériennes en 2017 à 28 milliards de dollars, pronostique le dirigeant. Outre ces facteurs positifs, Boeing multiplie lui-même des initiatives pour améliorer ses profits et sa trésorerie: Il supprime des emplois, augmente la part des tâches effectuées par des robots et rapatrie en interne des activités confiées aux équipementiers. Le constructeur aéronautique a lancé une offensive dans les services aéronautiques, qui englobent la maintenance des appareils et la gestion des systèmes de navigation aérienne entre autres. Ce marché est évalué à plus de 2.500 milliards de dollars dans les dix prochaines années. Boeing doit toutefois résoudre des casse-tête comme les difficultés de certains de ses sous-traitants à suivre ses montées en cadence de production et les problèmes de l'avion ravitailleur KC-46.

SPARTOO

Les chaussures André rachetées par le site de vente en ligne

Le site français de vente en ligne Spartoo va racheter l'enseigne de chaussures André (groupe Vivarte), dont il s'engage à reprendre l'ensemble du personnel, a-t-on appris mardi auprès des deux groupes et de sources syndicales. Cette annonce a été faite aux organisations syndicales lors d'un comité central d'entreprise André dans la matinée. Spartoo s'engage à reprendre tous les magasins, sauf un à Paris "ne faisant pas partie du périmètre de l'offre", selon un communiqué commun Vivarte/Spartoo diffusé en fin d'après-midi et qui évoque une entrée "en négociations exclusives" pour les deux enseignes avec une finalisation du processus au printemps 2018. Ce "rapprochement permettrait d'exploiter pleinement le potentiel d'André pour créer le seul groupe de distribution de taille significative avec un chiffre d'affaires réparti à égalité entre son réseau de magasins physiques et son activité internet", précise le communiqué. Le nouveau groupe ainsi constitué représenterait un chiffre d'affaires consolidé proche de 250 millions d'euros, soulignent les deux entités. Créé en 1896 et en vente depuis mars dernier, André compte environ 120 boutiques et emploie, de source syndicale, environ 700 salariés. De son côté, Spartoo, fondé en 2006 à Grenoble, a ouvert son premier magasin physique en 2015.

MAINTIEN DE L'ENSEIGNE

La semaine dernière, lors de la publication des résultats annuels de Vivarte, le PDG du groupe, Patrick Puy, avait annoncé qu'il donnerait cette semaine aux partenaires sociaux les noms des repreneurs des marques André et Naf Naf (vêtements), mises en vente en mars dernier. Spartoo "repréend l'effectif total de la société André", a confirmé à l'AFP Christophe Martin (CGT), secrétaire du CCE. "Mais pendant combien de temps, c'est ça le souci, on n'a pas d'engagement. A court terme, on aimerait bien savoir s'il ne va pas fermer quelques magasins, sur 2018 ou 2019", s'est-il inquiété. La procédure d'information devrait avoir lieu le 17 janvier, en présence du PDG de Spartoo, Boris Saragaglia, selon la CGT. Le communiqué commun précise que l'opération, sous réserve d'être validée par l'Autorité de la concurrence, "devrait être réalisée au second trimestre 2018". "Nous gardons l'ancienne [enseigne] André", a assuré à l'AFP Farid Elhairi (CFDT), une information que confirment les deux groupes, qui soulignent que ce "projet permettrait de maintenir l'enseigne André", dont les magasins serviront de "point de click and collect" pour les clients du groupe Spartoo. Selon le communiqué commun, "le projet industriel permettrait à André de se recentrer sur sa clientèle familiale avec l'ajout de marques internationales et d'une offre enfant plus importante". Vivarte, qui cherche à vendre également sa marque de chaussures Besson, a subi un recul de son chiffre d'affaires d'environ 18% lors de son exercice décalé 2016-2017, tout en affichant des pertes réduites de plus de moitié et un excédent brut d'exploitation (Ebitda) "en progression pour la première fois depuis six ans". Depuis plusieurs mois, Vivarte, engagé dans un plan de cession et de restructurations, s'est recentré sur ses marques-phare: La Halle (chaussures et vêtements), Minelli, San Marina, CosmoParis et Caroll.

PHOTOGRAPHIE

Lancement de la propre devise virtuelle de Kodak

L'ancien géant américain de la photographie Kodak a annoncé mardi le lancement d'une monnaie virtuelle adossée à une plateforme destinée aux photographes, la KodakCoin, faisant bondir le cours de son action à Wall Street.

Le titre de sa maison mère Eastman Kodak, vieille de 130 ans, faisait plus que doubler à la Bourse de New York, prenant vers 20H45 GMT 121% à 6,85 dollars.

Le groupe a créé, en association avec Wenn Digital, une plateforme de gestion de droits d'auteur baptisée KodakOne reposant sur l'utilisation de la "blockchain" ou "chaîne de blocs".

Cette technologie, à la base du désormais célèbre bitcoin, utilise des blocs de transactions codés et authentifiés s'ajoutant les uns aux autres et se présente sous la forme d'un grand registre public réputé infalsifiable.

"Grâce à l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs, la plateforme KodakOne va créer un registre de droits de propriétés numériques et cryptés permettant aux photographes d'enregistrer leur production, nouvelle et ancienne, qu'ils pourront ensuite proposer sous licence", a expliqué l'entreprise dans un communiqué.

Ce système devrait permettre aux photographes d'être payés immédiatement, en KodakCoin donc, après la vente de leur travail. L'entreprise promet également de scanner le web afin de débusquer les photographes enregistrés sur la plateforme et

utilisées sans autorisation.

"Pour beaucoup dans le secteur de la technologie, +chaînes de blocs+ et +crypto-monnaies+ sont des mots à la mode mais pour les photographes qui peinent depuis longtemps à garder le contrôle sur leur travail et sur la façon dont il est utilisé, ces mots à la mode peuvent être la

solution à ce qui semble un problème insoluble", a commenté le patron du groupe Jeff Clarke, cité dans le communiqué.

Kodak proposera aux investisseurs sa nouvelle monnaie à partir du 31 janvier dans le cadre d'une ICO (Initial coin offering), une levée de fonds en monnaie virtuelle.

AFFICHAGE NUMÉRIQUE

Prismaflex renforce ses activités aux USA

Le groupe Prismaflex International va renforcer ses activités de fabrication de panneaux d'affichage numériques aux États-Unis, en fusionnant ses activités américaines dans ce domaine avec celles d'Anthem Displays.

L'entreprise issue du rapprochement sera détenue à 50% par Prismaflex et ses managers américains et à 50% par les actionnaires individuels d'Anthem, selon un communiqué publié mardi.

Le groupe de Haute-Rivoire, à une cinquantaine de kilomètres de Lyon, devra aussi payer une

soulte, d'un montant non précisé, aux actionnaires d'Anthem. Pour la financer, Prismaflex va effectuer une augmentation de capital (inférieure à 10% du capital social existant) et contracter un emprunt bancaire.

"Le rapprochement de nos deux sociétés donnera naissance à un acteur majeur des solutions d'affichage numérique sur le continent américain", s'est félicité Evan Brooks, président d'Anthem Displays, cité dans le communiqué.

L'an dernier, la société américaine a réalisé un chiffre d'affaires de 2,9

millions de dollars et vise environ 7 millions cette année. Basée à Boulder (Colorado), elle compte parmi ses clients l'un des principaux groupes de publicité du pays Lamar Advertising.

Prismaflex présente la spécificité est d'être à la fois un imprimeur numérique grand format et un fabricant de panneaux d'affichage.

Au premier semestre de son exercice 2017/18, les ventes de panneaux d'affichage numériques à leds ont représenté 50% de ses ventes de matériels.

Plus de 200 personnes arrêtées

Plus de 200 personnes ont été arrêtées et des dizaines blessées lors de heurts dans plusieurs villes de Tunisie, a indiqué le ministère de l'Intérieur mercredi après une deuxième nuit de troubles sociaux alimentés par des mesures d'austérité, sept ans après la révolution.



(centre) ou encore Sidi Bouzid, d'où était partie en décembre 2010 la contestation sociale marquant le début des Printemps arabes.

Des échauffourées ont eu lieu en Tunisie mardi soir entre manifestants et forces de l'ordre, au lendemain de la mort d'un homme dans des troubles sociaux alimentés par des mesures d'austérité, sept ans après la révolution.

Des jeunes sont descendus dans la rue par centaines à Tebourba, à 30 km à l'ouest de Tunis, où a été enterré mardi dans l'après-midi l'homme décédé lors de heurts dans la nuit précédente. Des policiers et des militaires déployés en force ont répliqué à des jets de pierre à coups de gaz lacrymogènes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des scènes similaires ont notamment eu lieu dans le centre défavorisé du pays, à Kasserine et à Jelma, localité proche de Sidi Bouzid, d'où était partie en décembre 2010 la contestation sociale marquant le début des

Printemps arabes. Des heurts ont également eu lieu à Gafsa (sud), selon les correspondants de l'AFP.

La polémique perdurait sur les causes de la mort de l'homme, âgé de 45 ans, présenté par des manifestants comme un martyr, alors que les résultats de l'autopsie organisée mardi n'ont pas été rendus publics.

Le ministère de l'Intérieur a démenti que cet homme ait été tué par la police, assurant qu'il ne portait aucune marque de violence.

Lundi soir, "nous n'avons pas vu des protestations mais des gens qui cassent, volent et agressent les Tunisiens", a affirmé le Premier ministre Youssef Chahed sur les ondes de la radio privée Mosaïque FM.

"Nous disons aux casseurs et à ceux qui les incitent que, pour le gouvernement, la seule solution est d'appliquer la loi. (Nous sommes) prêts à écouter mais chaque personne voulant manifester doit le faire de manière pacifique", a-t-il prévenu.

'CITOYEN OPPRIMÉ'

Ces incidents interviennent au moment où la grogne sociale monte en Tunisie, notamment contre la hausse de la TVA entrée en vigueur au 1er janvier dans le cadre d'un budget d'austérité.

Une manifestation à l'appel de plusieurs organisations de la société civile a rassemblé sans incident une centaine de personnes mardi dans le centre de la capitale Tunis.

"La pauvreté et la faim ont augmenté, oh citoyen opprimé !", scandaient les manifestants, en majorité des jeunes.

"Nos revendications sont les suivantes: suspendre la loi de finances 2018, revenir aux prix initiaux des denrées et embaucher une personne de chaque famille pauvre", a assuré Hamza Nasri, membre de la campagne "Fech Nestannew" (Qu'est-ce qu'on attend, ndr) lancée en début d'année pour protester contre les hausses de prix.

Plusieurs centaines d'autres personnes, pour beaucoup très

jeunes, ont également manifesté à Regueb, dans le centre du pays, a constaté un correspondant de l'AFP.

Le ministre des Finances, Ridha Chalghoum, a assuré que le gouvernement garderait le cap des augmentations d'impôts.

"Le chef du gouvernement s'est engagé à ne pas augmenter les produits de première nécessité", a-t-il assuré à l'AFP. "Parmi les acquis de la démocratie il y a la possibilité de manifester, mais on a aussi l'obligation de travailler pour une économie tunisienne saine".

'VIOLATION DE LA LOI'

Lors des incidents qui ont éclaté dans plusieurs villes dans la nuit de lundi à mardi, onze agents de police ont été blessés et au moins 44 personnes arrêtées, dont 16 à Kasserine, et 18 dans des quartiers populaires près de Tunis, a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Des bâtiments publics ont été endommagés et des routes coupées. "Ce qui s'est passé hier constitue une violation de la loi puisque l'état d'urgence est déclaré en Tunisie", a affirmé Khelifa Chibani, porte-parole du ministère de l'Intérieur. Le pays a instauré l'état d'urgence il y a plus de deux ans après une série d'attentats jihadistes sanglants.

Le mois de janvier est traditionnellement marqué par une mobilisation sociale en Tunisie depuis la révolution de 2011, et le contexte est particulièrement tendu cette année à l'approche des premières élections municipales de l'après-révolution, plusieurs fois reportées et prévues en mai.

En janvier 2016, lors de la dernière importante vague de contestation sociale en date, la colère déclenchée par le décès d'un chômeur protestant à Kasserine s'était propagée à travers le pays, qui avait du décréter un couvre-feu des jours durant.

COMMISSION EUROPÉENNE

L'Eucoco met en garde contre toute manœuvre visant à contourner l'arrêt de la CJUE

La Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (Eucoco) a mis en garde mardi la Commission européenne contre toute manœuvre visant à contourner l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJUE) qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne s'appliquent pas au Sahara occidental.

Dans une lettre adressée aux commissions Affaires étrangères et Commerce international du Parlement européen, le président de l'Eucoco, Pierre Galand a affirmé que la Commission européenne doit "se conformer au droit européen", "respecter le droit international et les obligations européennes à l'égard du peuple du Sahara occidental". Il a dénoncé, dans ce contexte, "l'opacité" qui entoure les négociations sur les protocoles agricoles de l'accord d'association entre l'UE et le Maroc. Le 29 mai dernier, le Conseil de l'UE octroyait un mandat à la Commission européenne afin de renégocier ces protocoles entre l'Union et le Maroc suite à un arrêt rendu par la CJUE le 21 décembre 2016 qui rappelait que l'accord de commerce ne pouvait pas s'ap-

pliquer au Sahara Occidental en raison de son statut "distinct et séparé" du Maroc. Mais le contenu de ce mandat est resté, depuis, secret.

Néanmoins, le président de l'Eucoco a estimé que de "nombreux indices" laissent penser que la Commission européenne essaye, de concert avec le Maroc, de contourner l'arrêt de la Cour. Autrement dit, de contourner le droit européen et international.

"Si le texte de l'accord renégocié vise, en effet, à contourner l'arrêt de la Cour de justice de l'UE, une seule voie possible pour faire respecter le droit : un nouveau recours devant la juridiction européenne. Le droit international ne se négocie pas !", a-t-il averti.

Selon l'Eucoco, la Commission européenne tente de jouer sur la confusion entre "populations du territoire" et "peuple du Sahara Occidental" ou encore entre "consultation des parties" et "consentement explicite".

"Cela signifierait la reconnaissance par l'UE de l'occupation illégale du Sahara occidental", a écrit le président de l'Eucoco dans sa lettre, regrettant que ni la

Commission, ni le Royaume du Maroc n'ont souhaité inclure dans les négociations, le Front Polisario, reconnu par l'ONU comme représentant du Peuple du Sahara occidental.

"Il est incompréhensible que le Front Polisario n'ait pas été intégré dans les discussions visant à renégocier l'accord de commerce en question", a-t-il souligné.

M. Galand a tenu, dans ce contexte, à rappeler aux membres des commissions Affaires étrangères et Commerce international du Parlement européen, qui seront appelés à se prononcer sur l'accord renégocié entre l'UE et le Maroc, que le droit international et européen est "très clair" sur la question sahraouie.

Dans sa lettre, le président de l'Eucoco a rappelé que l'ONU a affirmé dans sa résolution 3437 que le Front Polisario est le "représentant du peuple du Sahara occidental, participe pleinement à toute recherche d'une solution politique juste, durable et définitive de la question du Sahara occidental".

Il a également mis en exergue l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice qui affirme qu'il n'existe aucun

lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le Royaume du Maroc d'autre part.

Pierre Galand a mentionné, en outre, quelques principes du droit international soulignés dans l'arrêt de la CJUE qui a statué le "peuple du Sahara occidental doit être regardé comme étant un tiers", et que, de ce fait, la mise en œuvre d'un traité s'appliquant au territoire du Sahara Occidental doit recevoir le consentement d'un tel tiers.

La CJUE a relevé, ainsi, que l'accord de libéralisation de produits agricoles entre l'UE et le Maroc n'a pas fait l'objet d'un tel consentement.

Dans son jugement, la CJUE a affirmé, par ailleurs, que compte tenu du statut séparé et distinct reconnu au territoire du Sahara Occidental, en vertu du principe d'autodétermination, par rapport à celui de tout Etat, en ce compris le Royaume du Maroc, les termes "territoire du Royaume du Maroc" figurant à l'article 94 de l'accord d'association ne peuvent pas (...) être interprétés de sorte que le Sahara occidental soit inclus dans le champ d'application territorial de cet accord.

SELON LA BANQUE MONDIALE :

Une embellie économique teintée de risques à plus long terme

ZONE EURO
Nouveau recul du chômage en novembre à 8,7%

Le taux de chômage dans la zone euro a continué de reculer en novembre, s'établissant à 8,7% contre 8,8% en octobre, a annoncé mardi l'Office européen des statistiques, Eurostat.

Ce taux, le plus faible depuis janvier 2009, est conforme aux attentes des experts interrogés par le fournisseur de services financiers Factset.

Le taux de chômage en zone euro ne cesse de reculer depuis qu'il est repassé en septembre 2016 sous le seuil symbolique de 10%. En janvier 2009, il était exactement à 8,7% et avait bondi le mois d'après --février 2009-- à 9%.

Au pire de la crise de la dette, le chômage avait atteint le taux record de 12,1% en avril, mai et juin 2013 dans la zone euro.

Depuis, la situation économique s'est lentement améliorée, mais le chômage reste toujours bien plus élevé que le taux moyen d'avant la crise financière de 2007-2008, où il était de 7,5%.

Dans ses prévisions d'automne, diffusées le 9 novembre dernier, la Commission européenne tablait sur un taux moyen de chômage en zone euro de 9,1% en 2017, qui baisserait à 8,5% en 2018, puis à 7,9% en 2019.

En dépit d'une baisse constante, les disparités demeurent importantes parmi les 19 pays qui ont adopté la monnaie unique.

Ainsi, le taux de chômage le plus bas en novembre est --une fois de plus-- enregistré en Allemagne et à Malte (3,6%). Et les taux les plus élevés ont de nouveau été relevés en Grèce (20,5% en septembre 2017, dernier chiffre disponible) et Espagne (16,7%).

En France, il était de 9,2% en novembre contre 9,3% en octobre. Le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez les moins de 25 ans dans l'ensemble de la zone euro: 18,2%. Là aussi, les différences sont énormes. En Allemagne, il était de 6,6%, alors que dans les pays du Sud de l'Europe, il était bien plus haut.

Ainsi en Grèce, il s'établissait à 39,5% (en septembre 2017), en Espagne à 37,9%, en Italie à 32,7, au Portugal à 23,7, et en France à 21,8.

Dans l'ensemble de l'UE, le taux de chômage s'est établi en novembre à 7,3%, en baisse par rapport au taux d'octobre (7,4%).

K.A.

La Banque mondiale est plus optimiste sur la croissance économique autour du globe cette année mais elle demeure réservée sur la capacité de la soutenir à long terme face à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après + 3% en 2017. C'est 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

"La croissance mondiale est plus forte que ce que nous avions prévu", a déclaré à l'AFP Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale qui a aussi rehaussé de 0,3 point son évaluation de l'expansion pour l'année dernière.

Et 2018 a de "bonnes chances" d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté cet expert, principal auteur de ce

rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

La croissance est tirée par les investissements, le secteur manufacturier et les échanges commerciaux tandis que les pays exportateurs de matières premières bénéficient d'un raffermissement des prix, résume l'institution basée à Washington.

L'embellie profite en outre à toutes les régions du monde, à commencer par les "trois grands": les Etats-Unis, la zone euro et le Japon, observe Ayhan Kose. D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient en effet voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%. Quant au Japon, la croissance est anticipée à 1,3%.

La Banque mondiale, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance (+1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient en outre poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018.

"La reprise de la croissance mondiale est encourageante,

mais l'heure n'est pas à l'autosatisfaction", a toutefois prévenu le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim. Car un resserrement abrupte des conditions financières mondiales pourrait compromettre l'expansion.

SANCTIONS COMMERCIALES AMÉRICAINES

La Banque mondiale estime que "l'intensification des restrictions commerciales et la montée des tensions géopolitiques pourraient saper la confiance et freiner l'activité économique". Ces commentaires visent implicitement la politique commerciale de l'administration Trump notamment à l'égard de la Chine ainsi que les tensions exacerbées entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

Le président américain avait promis durant sa campagne un net durcissement de la politique commerciale des Etats-Unis pour préserver les emplois et soutenir les entreprises américaines.

Depuis un an, le département du Commerce américain a multiplié les sanctions douanières préliminaires ou définitives comme sur le bois de construction canadien, les feuilles d'aluminium et l'acier chinois ou encore sur les olives espagnoles et le biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie.

Cette politique agressive a suscité le courroux du Canada et de la Chine qui a menacé de mesures de rétorsions.

Donald Trump a par ailleurs

imposé la renégociation du traité de libre-échange nord-américain (Aléna) qui unit les Etats-Unis au Mexique et au Canada, brandissant la menace de sortir purement et simplement de cet accord.

Outre la mise en garde contre une politique commerciale protectionniste, la Banque mondiale exhorte les gouvernements à saisir l'opportunité d'une période de croissance pour mener des réformes. Celles-ci devraient favoriser une éducation et des services de santé de qualité et améliorer les infrastructures pour dopper la croissance potentielle, notamment dans les pays émergents et en développement.

Car, comme toutes les périodes d'expansion, celle-ci va s'achever à un certain moment, "l'histoire se répète", a souligné Ayhan Kose. Depuis les années 1970, il y a une crise par décennie, a-t-il rappelé.

En ce début d'année, "nous espérons que les dirigeants vont avoir de bonnes résolutions", a-t-il ajouté au-delà des traditionnels instruments monétaires et budgétaires pour stimuler la croissance à court terme.

De son côté, Jim Yong Kim les encourage "à investir dans l'humain" pour accroître la productivité alors que le vieillissement de la population pèse sur la croissance potentielle. Il a enfin invité à améliorer la participation des travailleurs au marché de l'emploi pour faire profiter de la prospérité au plus grand nombre.

Mustapha S.

SOLDES EN FRANCE :

Vers une durée réduite à quatre semaines en 2019

Les soldes d'hiver, qui débutent mercredi jusqu'au 20 février, seront probablement les dernières à durer aussi longtemps: le gouvernement a annoncé mardi soir vouloir les réduire de six à quatre semaines. "Nous allons proposer (...) une réduction des deux périodes - été et hiver - de six à quatre semaines", a annoncé la secrétaire d'Etat à l'Economie Delphine Gény-Stéphann dans un entretien publié mardi soir sur le site du journal Le Parisien. "Ce serait pour une mise en place en 2019, vraisemblablement pour les soldes de janvier prochain. Cela laisse le temps aux professionnels de se préparer", a-t-elle ajouté, précisant que cette proposition serait intégrée au projet de loi dit "Pacte", qui sera présenté au printemps par le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Ce dernier avait annoncé l'été dernier une "concertation" sur l'avenir des soldes, dans un contexte de confusion croissante chez les consommateurs entre les soldes officielles et la prolifération des promotions ponctuelles, de type "Black Friday".

UN "BLACK FRIDAY" AU PRINTEMPS ?

Le ministre avait avancé plusieurs pistes de travail, comme raccourcir la période de soldes ou avancer celles d'hiver à début janvier, pour se rapprocher du "Boxing Day" anglais. "Les professionnels ont exprimé le souhait de réduire la durée de l'été et d'hiver afin de focaliser l'attention, créer plus

d'urgence et d'envie", a souligné Mme Gény-Stéphann. Selon la secrétaire d'Etat, la date du début des soldes restera en revanche maintenue aux dates actuelles, à savoir le 2e mercredi de janvier et le 4e mercredi de juin.

Il était "difficile de concilier la vision des petits commerçants qui souhaitent faire des soldes une période de déstockage en toute fin de saison et le souhait des grandes enseignes qui aimeraient rapprocher cette période du moment des Fêtes", a-t-elle expliqué.

Une nouvelle opération commerciale est par ailleurs à l'étude. "Ce serait une période courte de promotions, sur deux ou trois jours, lancée au niveau national", a précisé Mme Gény-Stéphann, en précisant que les commerçants souhaitaient se "coordonner" sur ce sujet.

ALLER À ORLÉANS, UN "SIGNE FORT"

Outre ces réformes, la secrétaire d'Etat a choisi, une première, de lancer officiellement les soldes d'hiver en province et dans des commerces indépendants, et non à Paris et devant les grands magasins, comme c'était l'usage les années précédentes. Mme Gény-Stéphann va se rendre mercredi matin dans plusieurs boutiques à Orléans, un "signe fort" apprécié par les professionnels du textile, un secteur fragile dont les soldes représentent encore 20% du chiffre d'affaires.

"Il s'agit d'un déplacement historique, qui est pour nous un signe fort envoyé aux com-

merces indépendants et de province, dans un contexte de revitalisation nécessaire des centres villes", a déclaré à l'AFP le président de la Fédération nationale de l'Habillement (FNH), Bernard Morvan, qui regrette néanmoins que cette "prise de conscience" ait demandé autant de temps. Et pourtant il y a urgence, les soldes faisant de moins en moins d'adeptes, avec l'habitude prise par les consommateurs de profiter de réductions quasiment toute l'année, notamment grâce aux "ventes privées". Néanmoins, selon un sondage réalisé par YouGov/MaReduc, même si le nombre de participants diminue chaque année (61% pour les soldes d'hiver 2016, 57% pour 2017, 54% cette année), "ce rendez-vous continue d'avoir une utilité certaine pour la majorité des Français", avec un budget moyen chiffré à 276 euros.

Un sondage CSA pour la Fédération de la vente à distance (Fevad) anticipe pour sa part des achats sur internet de 216 euros par personne, soit la moyenne la plus élevée depuis le début de ce baromètre, "une somme en hausse de 17 euros par rapport à 2017 et de 32 euros par rapport à 2016". "L'hiver a été vraiment doux jusqu'à présent, les Français n'ont pas encore renouvelé leurs doudounes et manteaux chauds, ils attendent", constate pour sa part Olivier Mathiot, président de PriceMinister-Rakuten, qui proposera pour l'occasion 4 millions de produits neufs à déstocker.

Kamel A.

ETATS-UNIS

Un juge suspend l'abrogation d'un programme de Trump

Un juge américain a provisoirement bloqué mardi, en pleines négociations entre le président et le Congrès pour réformer l'immigration, l'abrogation par Donald Trump d'un programme de l'ère Obama permettant à des jeunes sans-papiers de travailler et d'étudier légalement.



connus sous le nom de "Dreamers" (Rêveurs), était abordé lors d'une réunion à la Maison Blanche avec des élus des chambres et des deux partis. Le juge William Alsup de San Francisco (Californie) a ordonné au gouvernement de remettre en application intégralement ce programme appelé DACA (Deferred Action for Childhood Arrival), sur l'ensemble du territoire américain en attendant un jugement final ou une nouvelle décision.

Dans sa décision de 49 pages, le juge estime fondée sur "une base juridique défec-

te de la Justice selon laquelle le programme était illégal. Sauf si sa décision était cassée par un tribunal supérieur, le juge estime que le programme doit être remis en œuvre en attendant un jugement final. Les bénéficiaires du DACA peuvent donc à nouveau déposer leurs demandes et le gouvernement devra faire savoir avec "des avis publics acceptables" que le programme revient en application. Le juge était saisi notamment par la présidente de l'Université de Californie Janet Napolitano, ex-secrétaire à la Sécurité intérieure à l'époque de l'adoption du programme,

sous la présidence du prédécesseur de M. Trump, le démocrate Barack Obama.

En septembre, le président américain avait abrogé ce programme, créé en 2012 et qui a permis à 690.000 jeunes entrés illégalement aux Etats-Unis alors qu'ils étaient enfants de travailler et d'étudier en toute légalité en les protégeant de l'expulsion. Mais il avait retardé l'application de sa décision jusqu'en mars pour donner au Congrès le temps de trouver une "solution permanente" pour cette population. Mardi durant la réunion à la Maison Blanche à laquelle --fait inhabituel-- les journalistes ont pu assister pendant près d'une heure, M. Trump a appelé les élus à trouver un compromis sur la régularisation des Dreamers et l'immigration. Il s'est également dit ouvert à une réforme plus vaste de la législation sur l'immigration, qui concernerait quelque 11 millions d'autres immigrés vivant dans la clandestinité, à condition que les démocrates acceptent un renforcement de la sécurité aux frontières, y compris la construction controversée d'un mur à la frontière avec le Mexique.

Ikram A.

SIX MOIS APRÈS SA "LIBÉRATION" Ruines et désolation à Mossoul

En face de la mosquée où le "calife" autoproclamé du groupe Etat islamique (EI) avait fait sa seule apparition publique connue en 2014, des cadavres continuent de se décomposer: six mois après sa "libération", Mossoul offre toujours un spectacle de désolation. Et depuis la corniche qui borde le Tigre, les murs percés des hôtels ne proposent plus qu'une vue sur d'énormes tas de gravats. Passée l'euphorie qui a suivi la fin de trois ans d'occupation jihadiste en juillet, les rares habitants qui s'aventurent dans les ruelles défoncées et jonchées de débris de la Vieille ville vivent dans le dénuement et l'inquiétude de l'avenir. Le cœur plusieurs fois centenaire de la cité a été réduit à néant par de longs mois de grénille urbaine, par le pilonnage des avions de la coalition internationale soutenant les forces irakiennes et par le feu des obus des jihadistes. Fauchés par un raid aérien, le père et le mari d'Asma Mohammed ont été enterrés dans un cimetière improvisé. Cette femme jure qu'il s'agissait d'une bavure qui a emporté des civils sans toucher les jihadistes occupant les maisons alentour. Mais les autorités "disent qu'elles doivent mener une enquête avant de délivrer des certificats de décès", raconte-t-elle à l'AFP dans sa maison en partie endommagée de la vieille ville.

"NI EAU, NI ÉLECTRICITÉ"

Comme Asma Mohammed, ils sont nombreux à Mossoul à énumérer les noms de leurs proches tués par des raids aériens. Selon des sources locales, près de 2.000 civils auraient été tués par ces raids et dans des combats à Mossoul. La coalition internationale menée par Washington ne reconnaît, elle, qu'un minimum de 817 civils tués "involontairement" depuis 2014 dans des raids en Irak et Syrie voisine. Asma survit avec ses deux enfants grâce à des aides d'amis et de voisins. Elle se met à pleurer quand elle pense à l'avenir. Dans son secteur, une seule autre famille est revenue, celle d'Anssam Anouar, 30 ans, rentrée depuis quelques jours avec son mari, sans emploi, et leurs cinq enfants. Le froid est mordant dans les petites pièces de leur maison. Les compteurs d'électricité pendent au mur, arrachés. "On n'a toujours ni eau, ni électricité, mes enfants sont privés d'école et même l'odeur des corps qui pourrissent continue de nous étouffer", se lamente Anssam en déblayant les débris couvrant le sol. Dans leur ruelle, de longues tenues afghanes et des gilets multiples ont été abandonnés. Des habits de jihadistes, assurent des habitants. Un peu plus loin, Abou Qouteiba al-Attar, 59 ans, parcourt les ruelles autrefois bondées du marché historique. Le magasin de son père, où il a passé toutes ses journées "depuis l'âge de six ans", a été détruit. Portant une longue robe traditionnelle, il explique avoir lancé, à ses frais, des travaux pour le reconstruire car, après que les combats ont touché son quartier il y a un an, il est resté "enfermé à la maison, en pleine déprime". Selon lui, "la sécurité est revenue" et l'activité économique doit maintenant suivre. Des petits artisans aux gros marchands, ils sont nombreux à Mossoul à plaider pour un changement radical de mentalité. "Maintenant, il faut coopérer avec les forces de sécurité qui nous ont libérés et dénoncer tous ceux qui nous paraissent suspects plutôt que de rester passifs", dit l'un de ces marchands à l'AFP. Mossoul, carrefour commercial historique proche de la Syrie et de la Turquie, a toujours été rétive aux ordres venus de Bagdad. Après leur invasion de l'Irak en 2003, les Américains s'étaient cassés les dents sur cette région d'où de nombreux cadres militaires de l'armée de l'ancien président Saddam Hussein étaient originaires.

N.Z.

AFGHANISTAN

En plein Kaboul, des cellules de l'EI actives

Le groupe extrémiste Etat Islamique (EI) a étendu son emprise à Kaboul ces derniers mois, endoctrinant des Afghans de la classe moyenne et contribuant à faire de la capitale un des endroits les plus dangereux d'Afghanistan. Initialement cantonné dans l'est du pays, l'EI a revendiqué près d'une vingtaine d'attaques en 18 mois dans la capitale, opérées au nez et à la barbe des autorités afghanes et américaines par des cellules locales où l'on retrouve des étudiants, des professeurs et des commerçants. Une telle tendance a de quoi inquiéter les civils, épuisés par des décennies de guerre, et les forces de l'ordre afghanes et leurs alliés américains qui peinent déjà à contenir des talibans à l'offensive. "Ce n'est pas juste un groupe basé dans une campagne de l'Est afghan, il mène des attaques très sanglantes, très visibles en pleine capitale et je pense que c'est quelque chose d'inquiétant", estime l'analyste Michael Kugelman du Wilson Center à Washington. Le bras local de l'EI, baptisé "EI-Khorasan", est apparu dans la région en 2014 et était à l'époque en grande partie composé d'anciens combattants issus des talibans ou d'autres groupes jihadistes du Pakistan, d'Afghanistan ou d'Asie centrale. Il a revendiqué son premier attentat à Kaboul au cours de l'été 2016 et y a multiplié depuis les attaques à l'encontre de la minorité chiite et des forces de sécurité. Pour les perpétrer, les recrues ne manquent pas, soulignent les analystes. L'Afghanistan connaît depuis des décennies un influent courant extrémiste, qui se retrouve dans toutes les couches de la société, y compris chez les jeunes urbains connectés. "On parle d'une génération désensibilisée à différentes sortes de violences et d'extrémisme", souligne Borhan Osman, analyste à l'International Crisis Group.

"Cela ne devrait pas surprendre que certains de ces jeunes qui ont absorbé l'idéologie jihadiste adhèrent à la nouvelle version du jihadisme, la plus violente", note-t-il. Ces adeptes vivent sans se cacher dans la capitale où ils travaillent et étudient, et se retrouvent la nuit pour parler guerre sainte ou planifier des attaques dans une ville qu'ils connaissent bien. Ils savent par exemple détecter les mesures de sécurité du type de celles prises après l'énorme attentat qui a fait plus de 150 morts en mai dernier. "C'est une structure qui s'adapte et réagit", souligne un diplomate occidental. Il existe "20 (cellules de l'EI) ou davantage" opérant dans la ville, a récemment indiqué à l'AFP une source sécuritaire afghane.

NOUVELLE VAGUE

Selon M. Osman, un spécialiste des réseaux insurgés en Afghanistan, il est difficile d'estimer le nombre de combattants EI à Kaboul, mais leurs rangs restent fournis grâce aux efforts de recrutement du groupe sur les réseaux sociaux et dans les mosquées, écoles et universités. "On ne peut pas dire que ce soit tous des pauvres: certains proviennent de la classe moyenne kabouli. Certains ont des diplômes universitaires ou une éducation secondaire", note-t-il. La plupart ont aussi reçu une éducation religieuse. "La nouvelle vague d'extrémistes n'est pas composée de paysans illettrés. Ce sont surtout des gens avec un bon niveau d'éducation", renchérit une source sécuritaire afghane. Si les talibans restent de loin la principale menace pour les autorités afghanes, c'est l'EI qui a fait les gros titres ces dernières semaines en tuant des dizaines de personnes. Certains attentats ont frappé tout près d'ambassades étrangères ou du siège de la mission de

Otan. Les Etats-Unis ont largué en avril dernier la plus puissante de leurs bombes, la dénommée "mère de toutes les bombes" sur un réseau de souterrains dans l'Est, tuant 90 membres de l'EI. D'intenses bombardements aériens ont suivi. Mais cette stratégie n'a pas réussi à détruire l'EI, et pourrait avoir conduit nombre d'insurgés à se réfugier à Kaboul où le recours à de telles armes est impossible, soulignent les analystes.

PROVOQUER LA HAINE

La résistance opposée par l'EI fait craindre une transformation de l'Afghanistan en une nouvelle base pour les combattants fuyant la déroute en Irak et en Syrie. Mais la nature exacte des liens entre l'EI en Afghanistan et au Moyen-Orient reste floue. Si le gouvernement afghan affirme qu'il n'existe aucun lien, les analystes estiment qu'une communication existe, comme semble l'illustrer la récente apparition dans le Nord du pays d'insurgés français ou algériens, pour certains arrivant de Syrie. Leurs objectifs du moins semblent similaires: "Le véritable enjeu est de provoquer beaucoup de haine sunnite envers les chiites", estime Vanda Felbab-Brown, membre de la Brookings Institution. L'experte dit "s'attendre" à une attaque à l'encontre d'une mosquée sunnite, soit menée par des chiites en représailles, soit par l'EI dans le but d'attiser la colère des sunnites. Mais malgré sa percée dans la capitale, l'EI aura du mal à transformer l'Afghanistan en un nouveau front de lutte inter-religieuse, souligne M. Kugelman, qui rappelle que les principales lignes de fracture dans ce pays sont ethniques et non religieuses.

Nawel Z.

MERCATO

C'est la guerre entre l'OL et l'OM !

La trêve hivernale prend fin et les clubs de l'Hexagone retrouvent petit à petit le chemin des pelouses. Pour beaucoup la rentrée s'est effectuée ce weekend avec les 32e de finale de la coupe de France. Comme toujours il y a eu quelques surprises avec des éliminations de pensionnaires de l'élite à l'image des Girondins de Bordeaux qui traversent l'une des pires crises du club depuis une décennie (défaite face à Granville (N2)). L'Olympique lyonnais s'est, quant à lui, défait sur le fil de Nancy avec un but sur coup franc à la dernière seconde de Maxwel Cornet alors que l'autre Olympique, celui de Marseille, s'est vu pousser en prolongation par des Valenciennois solidaires. En championnat, les deux clubs sont toujours à la lutte derrière un PSG a priori intouchable, aux côtés de l'AS Monaco. D'ici leurs retrouvailles en fin de saison, les deux olympiques continuent leur lutte à distance à travers un mercato d'hiver agité en coulisses. Jean-Michel Aulas et Jacques-Henri Eyraud suivraient de près les mêmes dossiers. Guerre d'influence...

L'OL ET L'OM SUR LES MÊMES DOSSIERS

Comme nous vous l'annoncions hier encore, les Lyonnais et les Marseillais cherchent à se renforcer dans des secteurs identiques. Ainsi, il n'est pas surprenant de voir que les deux clubs finissent par cibler les mêmes joueurs. C'est notamment le cas de l'ancien Nantais et Stéphanois Jordan Veretout. Après avoir fait les beaux jours de la Ligue 1, le milieu défensif s'est perdu en Angleterre avec Aston Villa, avant de rebondir en Italie à la Fiorentina où il a déjà été titulaire à 20 reprises. L'OM voit en lui un profil complémentaire à celui de Luiz Gustavo, et l'OL cherche à faire souffler Lucas Tousart et restreindre Diakhaby à la défense centrale. Un autre cas, celui du jeune protégé de Waldemar Kita : Léo Dubois. Le latéral du FC Nantes est convoité ouvertement par les Gones et les Phocéens qui espèrent l'attirer à l'issue de son contrat au terme de la saison en cours. Le joueur, qui ne souhaite pas prolonger avec les Canaris, sait se faire désirer. Aulas et Eyraud vont donc rivaliser d'arguments pour le séduire.

LE CAS GONALONS DIVISE

Enfin, le dernier rebondissement dans l'affrontement indirect des olympiques concerne l'ancien capitaine de Bruno Genesio, Maxime Gonalons. Parti il y a six mois en direction de la Roma pour donner un second souffle à sa carrière, l'emblématique joueur lyonnais n'est que très peu utilisé par son coach Eusebio di Francesco. Alors qu'il souhaite s'imposer au sein de la Louve, des voix font état d'un intérêt prononcé de Rudi Garcia et de l'OM pour son profil. Une nouvelle qui a eu le don de briser le cœur des supporters lyonnais qui ne peuvent imaginer leur ex-leader chez un rival. Il reste maintenant quelques jours avant de connaître le dénouement de ce feuilleton à épisodes entre deux des clubs historiques du championnat de France.

BASKETBALL

Le vice-président de NBA Afrique à Alger le 16 janvier

Le vice-président de NBA Afrique chargé du développement, le Sénégalais Amadou Gall Fall, effectuera une visite de travail le 16 janvier à Alger, avec l'ambition d'implanter une académie NBA en Algérie en partenariat avec "d'éventuels sponsors" pour cette grande opération, a annoncé mardi la Fédération algérienne de la discipline.



"Le président de la FABB, Ali Slimani, soucieux

de l'importance de cette opération tente d'accélérer le processus de prise de contacts avec

d'éventuels preneurs pour un engagement sûr qui permettra à nos jeunes de se perfection-

ner avec des formateurs de niveau mondial et pourquoi pas embrasser une carrière internationale avec l'espoir de rejoindre le fameux championnat de la NBA", indique le communiqué de l'instance fédérale. La Ligue nord-américaine de basket-ball (NBA) avait inauguré son premier centre de formation sur le continent africain.

La première promotion est composée de douze joueurs sélectionnés lors de tests réalisés en décembre 2016. La NBA a déjà lancé trois centres de formation, ou académies, en Chine (Hangzhou, Jinan, Urumqi), une en Inde et une en Australie.

TOURNOI INTERNATIONAL DU QATAR DU HAND

Victoire de l'Algérie devant Oman (28-27)

La sélection algérienne de handball messieurs s'est imposée devant son homologue d'Oman sur le score de 28 à 27 (mi-temps : 13-12), en match comptant pour la 5e journée du tournoi international du Qatar, disputé mardi à Doha.

C'est la deuxième victoire du Sept algérien dans cette compétition, après celle obtenue devant Cuba (32-20), contre une défaite face au Qatar (21-40). Dans l'autre match de cette journée, le Qatar a battu l'Iran 33 à 28.

Pour leur dernière sortie avant de prendre part à la Coupe d'Afrique des nations 2018 au Gabon (17-27 janvier), les handballeurs algériens seront opposés aux Iraniens mercredi (17h30). A la CAN-2018, l'Algérie évoluera lors du premier tour de la

compétition dans la poule A aux côtés du Gabon, de la Tunisie (vice-championne d'Afrique), du Cameroun et du Congo, tandis que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD

Congo, de l'Angola et du Nigeria. Les trois premiers de la compétition représenteront l'Afrique au Championnat du monde, prévu en Allemagne et au Danemark en 2019.

TOURNOI INTERNATIONAL DU QATAR:

Judi (1ere journée) : Qatar - Cuba	48-16
Vendredi (2e journée) :	
Qatar - Algérie	40-21
Samedi (3e journée) :	
Cuba - Algérie	20-32
Dimanche (4e journée) :	
Iran - Oman	32-24
Mardi (5e journée) :	
Qatar - Iran	33-28
Algérie - Oman	28-27

FÉDÉRATIONS SPORTIVES

Les plans d'action pour 2017 entièrement réalisés, malgré le conflit avec le COA

Les représentants de différentes Fédérations sportives algériennes ont affirmé mardi à Alger avoir réussi à réaliser leurs plans d'action pour l'année 2017, tout en poursuivant les préparatifs des événements auxquels participera l'Algérie en 2018, malgré le conflit qui les oppose au Comité olympique et sportif algérien (COA).

"Il existe un important malaise entre les Fédérations sportives et le Comité olympique. Malgré cela, nous avons réussi à réaliser la totalité de nos plans d'action pour l'année 2017, tout en poursuivant les préparatifs des événements majeurs, inscrits au programme de 2018, comme les Jeux africains de la jeunesse et les Jeux olympiques de la jeunesse", ont-ils assuré en conférence de presse, au stade du 5-Juillet (Alger).

Les représentants des Fédérations sportives algériennes ont tenu à souligner au passage le rôle "important" qu'a

joué le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dans la réussite de ces plans d'action, car ayant été d'un "soutien indéfectible" aux différentes instances à chaque étape.

La réélection de Mustapha Berraf pour un nouveau mandat à la tête du COA a été qualifiée de "frauduleuse" par les Fédérations sportives algériennes, qui dès lors s'étaient lancées dans une campagne de contestation, avec comme principale revendication la tenue d'une nou-

velle assemblée élective.

De guerre lasse dans leur quête d'arriver pacifiquement à cette fin, les Fédérations sportives ont décidé mardi de solliciter l'intervention des pouvoirs publics, considérant qu'ils représentaient l'"ultime espoir" pour trouver une solution à ce problème qui risque de pénaliser le sport national, lequel aura rendez-vous avec d'importants événements internationaux.

REAL MADRID

"Je peux être un bon entraîneur aussi dans la difficulté", assure Zidane

Le timing des remises de récompenses entraîne parfois des situations curieuses. Prenez Zinedine Zidane, par exemple. Le coach du Real Madrid a reçu lundi le trophée - dix fois mérité - d'entraîneur français de l'année 2017 par France Football, alors qu'il est en train de vivre sa période la plus compliquée depuis qu'il exerce. Interviewé par l'hebdomadaire ce mardi, l'homme aux huit trophées remportés en 19 mois de carrière (deux Ligues des

champions, une Liga, deux Supercoups d'Europe et une d'Espagne, deux Coupe du monde des clubs) garde le moral. Il entend se servir de cette mauvaise passe.

"J'ai envie de montrer que je peux être un bon entraîneur aussi dans la difficulté. Elle ne me fait pas peur. Je suis armé contre ça, assure Zidane. Des gens peuvent penser que tout est toujours simple pour moi, que je fais tout à l'instinct, mais c'est faux ! Que ce soit comme joueur ou comme entraîneur, j'ai

bossé (...) Aujourd'hui, oui, le danger est là, mais je ne vais pas changer."

Aujourd'hui, le Real compte 16 points de retard sur le Barça en championnat et Zidane sait qu'une grande partie de son avenir se jouera en Ligue des champions, où il s'apprête à affronter le PSG. Que ce soit pour lui ou pour son homologue parisien Unai Emery, cette double confrontation en 8e de finale, en février-mars, vaudra cher.

1 300 LE CONSTRUCTEUR automobile PSA souhaite recourir à 1 300 ruptures conventionnelles collectives et 900 dispenses d'activité pour des seniors, en 2018, tout en embauchant 1 300 CDI et 2 000 jeunes en alternance, a appris l'AFP mardi auprès de sources syndicales.

RUSSIE-CHINE

Nouvel axe majeur du monde multipolaire en 2018

Économie, diplomatie, géopolitique, mais aussi culture ou médias: 2017 aura été l'année du grand rapprochement entre la Chine et la Russie et du renforcement de leurs positions respectives dans les affaires mondiales. Une tendance qui devrait se poursuivre en 2018, au plus grand bénéfice de la multipolarité. L'année 2018 sera sans aucun doute celle de la poursuite des relations d'alliance russo-chinoises. Une perspective qui ne devrait que ravir les partisans du monde multipolaire, concept dans lequel les deux nations jouent un rôle-clé.

Plus généralement, il est aujourd'hui admis aussi bien à Moscou que Pékin que les relations russo-chinoises sont stratégiques pour les deux nations et ce tout d'abord dans la sphère économique-commerciale, avec un volume d'échanges entre les deux puissances qui ne cessent d'augmenter.

Il représente l'équivalent de plus de 66 milliards de dollars en 2016, tandis que pour les seuls quatre premiers mois de 2017 il avait déjà atteint l'équivalent de 24,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 37% par rapport à la même période de l'année précédente. L'objectif des deux pays est d'atteindre le niveau de 200 milliards de dollars d'échanges commerciaux d'ici 2020, en privilégiant d'ailleurs activement les échanges en monnaies nationales. Les deux nations convergent éga-



lement beaucoup aussi dans le domaine énergétique, sachant que la Chine et la Russie figurent respectivement parmi les plus importants consommateurs et fournisseurs. En outre, la Russie appuie fermement le projet chinois de la Nouvelle route de la soie, qui rejoint pleinement l'initiative de Moscou sur le grand espace eurasiatique. Ajoutez à cela le fonds commun de placement créé l'été dernier entre le Fonds russe d'investissements directs et la Banque de développement de Chine, les projets conjoints qui verront le jour grâce à la Nouvelle banque de développement des BRICS dont le siège est à Shanghai, et vous com-

prenez pourquoi l'Occident n'a plus le monopole sur les affaires mondiales, y compris économiques. Surtout lorsqu'on sait que les cinq pays des BRICS représentant à eux seuls plus de 35% du PIB mondial, un chiffre appelé à augmenter dans les prochaines années, sans même compter les nombreux pays du monde qui convergent dans cette approche multilatérale.

Passons maintenant aux affaires politiques et géopolitiques. La Chine n'a cessé d'appuyer la position russe sur la Syrie. Une alliance au sein du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'opposait nettement au trio occidental USA

-Royaume-Uni-France -qui représentent au passage démographiquement parlant moins d'un tiers de la population des deux premiers.

Mais l'accord entre Pékin et Moscou ne s'arrête pas à la Syrie. L'unité russo-chinoise au sein du Conseil de sécurité de l'ONU s'est concrétisée également dans le soutien à la souveraineté de Burundi, ce pays d'Afrique de l'Est, lui aussi dans le viseur des puissances occidentales et plus récemment encore sur les manifestations en Iran, où les USA, comme sur la question de Jérusalem, se sont clairement retrouvés isolés, au point que même France 24 a parlé d'isolement des USA au Conseil de sécurité onusien.

Justement, lors de leur dernière rencontre en été 2017, le leader chinois Xi Jinping avait déclaré à Poutine: "En mars 2013, juste après mon élection au poste de Président de la République populaire de Chine, la Russie a été le premier pays étranger que j'ai visité [...]. Depuis lors, nous nous sommes rencontrés 22 fois, selon mes calculs. Ainsi, la Russie est-elle devenue le pays que j'ai visité le plus souvent et parmi les dirigeants étrangers, c'est avec vous, M. Poutine, que je maintiens les contacts et les relations les plus étroits".

Après cela, certains sont-ils encore surpris de cette convergence Russie-Chine, qui permet au monde entier de retrouver une

dynamique de stabilité et d'équité face à un diktat unipolaire appartenant désormais au passé? Et c'est aussi grâce à cette convergence d'approche appelant au dialogue et au respect mutuel, promue tellement de fois par Moscou et Pékin, que l'on observe l'espoir d'un dialogue direct entre Pyongyang et Séoul, après des mois de crise -où le leadership états-unien ne cessait de mettre de l'huile sur le feu.

Les relations entre les deux pays sont donc de premier ordre dans le domaine politique et géopolitique, y compris grâce à des organisations telles que les BRICS ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Mais elles sont également très poussées sur le plan militaire, la Chine étant le second principal acheteur de l'armement russe au niveau mondial et les deux pays organisant régulièrement des exercices conjoints, médiatiques -les deux nations ayant signé l'été dernier un accord sur l'interaction dans la sphère médiatique, mais aussi culturelle: la Russie est en effet devenue l'une des principales destinations pour les touristes chinois et les Russes comptent parmi les principaux visiteurs de l'Empire du Milieu.

Et malgré tout cela, le plein potentiel des relations russo-chinoises est encore loin d'être atteint, le meilleur reste à venir. Les partisans de la multipolarité s'en félicitent.

M.G.-E.

Post scriptum

Par B. Chellali

Desserrer l'étau

Le développement national dans ses différentes dimensions socio-économique et culturelle requiert la solidarité de tous les acteurs nationaux pour redresser l'économie nationale minée par la crise du baril de pétrole sur le marché mondial depuis la mi-mai 2014. Tel est le sens de la plaidoirie du moment afin d'alléger les difficultés du quotidien de la société algérienne, difficultés nées en général de cette crise du baril de pétrole et qui a grandement influé sur les recettes provenant des hydrocarbures et par voie de conséquence sur les réserves de change. Selon les explications du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, la préservation des réserves de change est l'objet d'un effort de plus en plus soutenu."

Ainsi, la loi de finances pour 2018 sera porteur de mesures tarifaires de sauvegarde par le biais de taxes douanières et de taxes intérieures sur divers produits de consommation. A cela s'ajoutera dès le début de l'année, une suspension administrative de l'importation de plusieurs produits fabriqués localement. Toutes ces mesures temporaires autorisées par nos engagements commerciaux extérieurs offriront des parts de marchés aux entreprises locales qui devront accroître leur productivité et leur compétitivité". Il s'agit ici de résorber les plaies de la crise financière actuelle que traverse le pays à travers des mesures nécessaires pour apaiser la conjoncture et en même temps de consolider le mieux-être de la population, de

consolider la stabilité socio-économique du pays. De manière générale, il s'agit d'un axe principal de la politique nationale de développement, politique qui tend à couvrir les besoins fondamentaux individuels et collectifs des populations pour assurer leur promotion et leur bien-être.

Ces besoins économiques et sociaux demeurent le point de départ et la finalité des actions engagées, car ils impliquent, comme l'indique le programme présidentiel, la recherche de la promotion de l'homme qui constitue ainsi l'objectif majeur assigné aux étapes et opérations de développement économique, social et culturel.

L'amélioration obtenue dans ces domaines relève que le bilan actuel, malgré les résultats encourageants enregistrés, la persistance d'importants déficits. Constat que l'ampleur de ces besoins résulte d'une part, de l'importance considérable des résultats accumulés et d'autre part de l'explosion de la demande sociale du fait d'une croissance démographique très forte, de l'amélioration des conditions de vie et de la disponibilité de revenus qui favorisent l'aspiration légitime des populations à un cadre de vie meilleure. L'ampleur et la complexité des objectifs à atteindre pour combler les déficits en cause, nous oblige à édifier une agriculture moderne, poursuivre l'effort d'industrialisation, améliorer les performances de l'outil de production et couvrir les besoins essentiels d'une population en croissance rapide. ; il faut souligner à ce

propos, que cette forte croissance démographique, faute d'être maîtrisée, constitue un facteur contraignant qui aggrave les flux migratoires des populations, accentue les déséquilibres régionaux, multiplie la demande sociale et en conséquence, par ses effets, peut hypothéquer le développement et remettre en cause les efforts consentis en faveur de l'élévation du niveau de vie de l'amélioration du cadre de vie des citoyens. En outre, la réalisation de ces objectifs pour les prochaines étapes, nécessite la mise en œuvre d'une dynamique nouvelle propre à assurer la relève de l'après-pétrole. Dans cet esprit, il est impérieux de réhabiliter le travail en tant que valeur de civilisation, car constituant l'unique richesse permanente ; encourager le fait de compter sur soi, rejeter le parasitisme, l'esprit de démission et la tendance au gain facile.

Il y a lieu de souligner à cet égard que la période d'aisance financière relative due à la rente pétrolière est bien révolue, la réalisation des objectifs, dans un contexte de crise économique internationale durable, exigera plus que jamais davantage de rigueur, d'engagement, de travail pour garantir l'avenir. Réussir cette bataille pour jeter les bases du développement durable et une forte alternative aux hydrocarbures nécessite du temps pour avoir des répercussions sur le quotidien socio-économique de la population. Du temps ; desserrer l'étau, préservation de la stabilité socio-politique ; macro-économique, l'appui des partenaires économiques et sociaux et la solidarité

nationale. Donc des préalables requis afin de mener à bien tous les projets structurants. Dans ce contexte, l'enjeu essentiel réside dans le facteur humain auquel il convient d'accorder toute l'attention nécessaire pour qu'il puisse être à la hauteur des défis qui se préparent.

A ce titre, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans le message adressé lundi, à l'occasion de la célébration du personnel de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) pour la réalisation et la mise en orbite réussie du satellite algérien de télécommunication spatiales Alcomsat-1, est revenu sur la promotion du capital humain : "L'objectif principal de notre investissement en la ressource humaine n'est pas uniquement l'acquisition des nouvelles technologies mais leur appropriation et la maîtrise de leurs applications pour entrer en phase de production du savoir et de génération de richesses en vue d'être au diapason des nations développées, sachant que la souveraineté et l'autonomie de l'Algérie ne sauraient être complètes sans l'instruction et l'acquisition du savoir, des connaissances, des sciences et des technologies pour un développements intégré". Dans ce cadre, l'importance que revêtent l'éducation, la formation et les secteurs socio-culturels dans la politique nationale de développement ouvre des domaines propres à créer le cadre nécessaire à la promotion de l'homme, sa formation et sa mobilisation pour les grandes actions.

B. C.